Quelle (s) monnaie (s) pour Quel modele de civilisation ?

Ebauche d'une monnaie QALITATIVE

Geneviève Bouché (rédactrice)
Et autres contributeurs

QUELLE(S) MONNAIE(S)

POUR QUEL MODELE DE SOCIETE

Imaginons un système monétaire au service de notre évolution

A RETENIR ……3
EN BREF ……6
A PROPOS DE CETTE PUBLICATION……10

CHAPITRE 1 - UNE CIVILISATION QUI GLISSE VERS SON FUTUR ... 12

MONNAIE, NUMERIQUE & CIVILISATION 13

MONNAIE AU SERVICE DE LA PROSPERITE ?..... 36

CHAPITRE 2 - UN PROJET CONÇU POUR ETRE DEBATTU..... 45

IMAGINONS CETTE MONNAIE..... 46

LA THEORIE **QUALITATIVE** DE LA MONNAIE 63

SOMMAIRE DETAILLE ET REFERENCES 66

A RETENIR

Chaque civilisation a sa monnaie et la manière de la gérer reflète les objectifs de ses ressortissants.

Ce n'est pas le numérique qui change nos vies, c'est parce que nous évoluons que nous laissons le numérique pénétrer nos vies. Cette étape anthropologique nous pousse vers une autre civilisation et donc un autre mécanisme monétaire.

La fin de l'ère industrielle en occident

La monnaie actuelle a été conçue pour faire éclore l'ère industrielle. Elle a permis toutes sortes de progrès. Mais sa gouvernance repose sur l'idée d'une croissance infinie dans un monde fini. Si les espérances de progrès sont normalement infinies, les besoins primaires des hommes ne sont pas infinis. Cette gouvernance ne peut être éternelle : l'heure est venue de prendre en considération les formes de progrès qui attirent les générations montantes et la mise en adéquation avec le mécanismes monétaire qu'il convient d'instaurer.

De fait, nous constatons que la planète est en souffrance et que les Hommes sont sous tension. Alors, viennent les promesses de relance économique grâce au renouveau industriel dédié aux biens et aux services qui permettent aux Hommes de s'adapter au « réchauffement climatique ».

Certes, le réchauffement climatique entrave les espérances de revenu futurs de nombreux leaders de l'économie actuelle. Mais cette option de relance pose des problèmes de financement. Elle semble présomptueuse et ne répond pas aux attentes des citoyens qui réclament avant tout un « vivre ensemble » de haute qualité.

Conjuguer les deux objectifs passe par une restauration de la prospérité. Ceci passe par une reconfiguration de la gouvernance de notre système monétaire.

Or, cela est possible et nécessaire car les générations montantes veulent surtout « faire mieux avec moins », c'est-à-dire suivre la logique d'évolution du vivant.

L'ère industrielle est une histoire en trois temps :

1. **L'économie de la demande** durant laquelle il semble possible de produire en grande quantités des biens et des services jadis réservés aux fortunés. L'industrie se développe rapidement avec une offre pas toujours très mature,

2. **L'économie de l'offre** durant laquelle les consommateurs sont équipés et deviennent exigeants. Alors, les industriels développent des trésors d'innovations et de persuasion pour continuer à faire croitre leur business.

3. **L'économie de la rationalisation** durant laquelle producteurs et consommateurs s'accordent à produire et consommer moins mais mieux.

L'Europe est le berceau de l'ère industrielle. Elle est la première à entrer dans l'économie de la rationalisation et cette étape est irréversible.

Déjà avec l'économie de l'offre, les biens et les services contenaient de plus en plus d'intelligence et de moins en moins d'intervention humaine. **La rationalisation, nous savons la faire avec beaucoup d'intelligence et énormément de données.**

La robotisation réduit en priorité les tâches allouées habituellement aux classes moyennes. Or, **une civilisation qui laisse s'effondrer sa classe moyenne est en perdition.**

Une règle marketing dit que lorsqu'un besoin est satisfait, la demande se reporte sur la satisfaction d'un besoin de niveau supérieur. Mais cette fois-ci, les besoins d'un niveau supérieur sont d'une nature qui ne relève pas de l'industrie. Au contraire, c'est l'industrie qui en a besoin.

En effet, les générations montantes recherchent des satisfactions plus durables que celles promises par le consumérisme. Elles veulent un vivre ensemble de haute qualité. Or, c'est précisément dans un vivre ensemble de haute qualité que se prépare le niveau d'intelligence dont la rationalisation en cours a besoin.

C'est ainsi que nous devons désormais reconnaître deux formes d'économie :

1. **L'économie productive,** qui est dédiée à la satisfaction des besoins primaires des citoyens. C'est celle que nous savons récompenser,
2. **L'économie contributive,** qui est dédiée au développement du bien commun. Elle est actuellement perçue comme une source de dépenses, mais qui, devenant nos vecteur de compétitivité, doit désormais être considérée comme le moteur de l'économie de la civilisation qui émerge en occident.

La proposition

Pour fonctionner, une économie a besoin de monnaie. Dans l'économie de l'ère industrielle, cette monnaie est injectée via les activités productives.

La proposition faite par la « théorie QUALITATIVE de la monnaie » consiste à différencier les formes de création de valeurs (productives – contributive). La monnaie est injectée dans le système monétaire via les activités contributives puisque ce sont elles qui constituent le creusé de la compétitivité. Cet effet est obtenu en garantissant la stabilité du vivre ensemble et la recherche de l'enracinement des savoirs et des talents.

Ceci conduit à l'instauration d'une gouvernance qui donne aux citoyens le temps et les moyens de s'engager dans le développement d'un vivre ensemble de haute qualité afin que l'économie productive soit aussi efficiente que possible. Ceci devient possible avec la redécouverte de l'intelligence collective et l'évolution des outils collaboratifs.

L'économie contributive et l'économie productive constituent des opposés complémentaires et doivent être gérés comme tous les opposés complémentaires dont se dote la nature pour rendre ses systèmes complexes pilotables.

Ceci devient possible avec les technologies développées dans les monnaies numériques.

L'urgence

La rationalisation met à mal les instruments de gouvernance développée pour faire éclore l'ère industrielle, à commencer par le PIB. L'occident commence à en pâtir puisque son PIB entre en attrition tandis que les autres espaces économiques ont un PIB en croissance puisqu'ils sont encore dans l'économie de la demande et éventuellement de l'offre.

Cette réalité est en partie exprimée par la remise en cause de l'hégémonie de l'US$. Pour le moment, la réponse apportée à cette dangereuse source de tension consiste à préparer des e-devises. Mais ces monnaies ne répondent pas aux problèmes sociétaux posés par notre changement de civilisation. Elles préparent aux guerres hybrides en cours. L'occident se met lui-même en danger.

Par ailleurs, le numérique est en train de se scinder selon trois visions du monde :

- **L'utilitarisme des USA** qui veut que la numérisation de la société soit une affaire d'entreprises transnationales. Les citoyens européens commencent à percevoir l'importance de la souveraineté numérique et vivent très mal l'idée de dépendre d'entreprises supranationales,

- **Le confucianisme chinois** qui veut que les intérêts des citoyens passent après ceux de la communauté. Or, la gouvernance qui en résulte semble infantilisante à nos concitoyens.

- **Le stoïcisme européen** qui veut que chacun a des droits et des devoirs et l'humanisme qui en découle veut que plus de liberté requière plus d'engagement de la part des citoyens. Or, justement, les générations montantes, potentiellement mieux éduquées et mieux informées sont partantes pour un pacte promettant plus de liberté contre plus d'engagement.

L'Europe a donc l'opportunité de créer une monnaie au service des attentes de ses ressortissants qui soit inscrite dans leur culture gréco-romaine qui préconisaient une gouvernance assurant au plus grand nombre « **un corps sain dans un esprit sain** ».

En BREF[1]

Pourquoi parler monnaie en ce moment ?

Les organismes vivant sur notre planète sont en constante interaction. Pour faire des échanges entre eux, les Hommes ont inventé la monnaie.

Chaque époque a adopté le système monétaire qui reflète les préoccupations des dirigeants. Nous changeons d'époque. Il est donc normal de s'interroger sur l'adéquation du mécanisme monétaire en vigueur au regard des préoccupations nouvelles qui émergent.

En particulier, les monnaies devenant numériques, pourquoi ne pas chercher à tirer parti de cette innovation pour apporter des réponses aux défis de cette nouvelle civilisation ?

> *Les crypto monnaies en cours de développement sont une version numérique du modèle actuel. L'intelligence numérique est utilisée essentiellement pour lutter contre la fraude et imposer sa monnaie au reste du monde afin de créer des subordinations.*

Cette publication propose un scénario qui vise à favoriser la poursuite de notre évolution civilisationnelle et non une stratégie hégémonique. En effet, s'imposer via un modèle de société attractif semble plus durable que l'instauration de subordinations.

Elle se concentre sur le continent européen, car certes le changement civilisationnel en cours est planétaire, mais chaque zone géopolitique est dans des phases de développement spécifique.

Ceci conduit à expliciter la « **théorie QUALITATIVE de la monnaie** » qui propose que, pour la première fois dans l'histoire des Homme, une monnaie soit émise en prenant en compte la nature de la création de valeur qu'elle encourage, puisque la monnaie est l'instrument opérationnel de récompense à une création de valeur qui est utile à autruit.

Changement de civilisation en Europe

Aspects anthropologiques

À partir du 18ème siècle, avec l'industrie, les Européens sont capables de produire en grande quantité ce dont ils ont besoin.

À présent, les besoins primaires du plus grand nombre sont à peu près satisfaits. Les Hommes ressentent le besoin de **rationaliser leur manière de produire et de consommer** afin de se donner à nouveau du temps pour **améliorer la qualité de leur « vivre ensemble ».**

---

[1] Voir la vidéo : https://www.youtube.com/watch?v=b2NOBzB6Cr0

Le numérique permet de se lancer dans des projets complexes à travers des organisations en rhizome. Un nouveau modèle de société devient possible, favorisé par l'élévation du niveau d'éducation du plus grand nombre et le développement des outils collaboratifs.

Considérations économiques

S'organiser pour favoriser le développement du « vivre ensemble » nécessite de reconnaître de nouvelles formes de création de valeurs.

Pour le moment, notre système ne reconnaît que la création de valeur contenue dans le **PIB**[2], c'est-à-dire les tâches qui produisent des biens et des services. **Nous l'appelons l'économie productive**.

Il s'agit donc à présent de reconnaître un autre espace économique qui est dédié au bien commun. **Nous l'appelons l'économie contributive.**

Cependant, les créations de valeur dans ces deux espaces ont un comportement opposé et complémentaire. Il convient donc de créer un système monétaire qui **mette en synergie ces deux formes d'économie**.

Considérations monétaires

Le système actuel est conçu pour favoriser les entrepreneurs, ceux qui créent de l'emploi et du progrès. Les frais financiers constituent le revenu des banquiers et des assureurs qui génèrent une masse monétaire en constante augmentation. C'est la raison pour laquelle les métiers liés à la finance ont besoin de cette croissance. Les logiques de gouvernance poussent donc à produire et consommer « **toujours plus** ». Mais cette logique devient insoutenable pour l'environnement (Gaïa) et superflue au-delà d'une certaine limite (exemple : le textile).

Quoi qu'il en soit, le continent européen, berceau historique de l'industrie, poursuit son évolution : après avoir développé l'**économie de la demande**[3] puis l'**économie de l'offre**[4], elle entre dans l'**économie de la rationalisation**[5].

Rationaliser la manière de produire et de consommer ne signifie pas organiser la décroissance. Cela signifie que l'Homme se tourne vers des satisfactions plus durables que celles promises par le consumérisme : celles que l'on obtient en contribuant à la qualité du vivre ensemble.

---

[2] Produit intérieur brut : décompte de la production annuelle d'un territoire réalisée par ses agents économiques, une notion de plus en plus difficile à cerner dans une économie où l'immatériel occupe une place croissante et la mondialisation et la financiarisation masque les réalités, sans compter les effets à terme de dégradation de sociale, sanitaire et écologiques.

[3] Equiper les citoyens, les ménages, les entreprises et les institutions rapidement, même avec des biens et des services encore immatures.

[4] Inciter les citoyens, les ménages, les entreprises et les institutions à consommer en leur proposant des biens et des dervices toujours plus innovants.

[5] Faire mieux avec moins.

Mais rationaliser introduit de la complexité. Cela nécessite des talents, des savoirs et de l'**intelligence collective**[6]. Ceci impose un « vivre ensemble » de haut niveau, basé sur le respect des Hommes et de leur environnement.

Proposition d'une autre logique monétaire, une opportunité européenne

La priorité devient donc **la défense du patrimoine humain**, richesse suprême d'une communauté d'Hommes : ses savoirs, ses talents, sa démocratie ou encore sa spiritualité.

Alors, il devient logique d'introduire la monnaie non pas via les investissements, mais via le patrimoine humain :

> *Ce sont les Hommes qui unissent leurs expertises pour se lancer dans des projets à haute valeur ajoutée et non les projets qui cherchent des bras pour les réaliser.*

Cette inversion de logique est rendue possible via le niveau de maîtrise du numérique que nous sommes en train d'acquérir et le désir de **démocratie fractale**[7] qui se développe chez les citoyens de mieux en mieux formés et informés.

L'Europe, tenue à l'écart de la 1ère phase du développement du numérique, a développé un numérique alternatif basé sur les réseaux et la modularité (dont, l'**Open Source**[8] et le **Per to Per**[9]). Elle est potentiellement[10] en pole position pour oser une nouvelle gouvernance et développer les outils qui lui sont nécessaires.

Scénario proposé

L'Etat noue un pacte avec les citoyens à qui il promet un revenu de base contre l'engagement de donner du temps, de l'énergie, du savoir et de la créativité au profit du « vivre ensemble » (tâches contributives).

Le revenu versé est conçu pour satisfaire les besoins primaires et accorder des récompenses aux citoyens engagés dans des tâches contributives. Pour compléter ce revenu, les citoyens sont encouragés à accomplir des tâches productives.

---

[6] Chaque individu est doué un certain nombre de talents potentiels. L'intelligence collective consiste à faire en sorte qu'une communauté mette en synergie ces talents plutôt que de confier son sort à celui qui semble le plus talentueux.

[7] Qui se constitue de proche en proche en allant du terrain (géographique, culturel ou opérationnel) vers la globalisation.

[8] Logiciel ouvert développés par des communautés et non des entreprises privées.

[9] Dialogues de machine à machine sans passer par un serveur central.

[10] Considérée comme le « **vieux continent** », elle semble gouvernée de façon pesante, avec des comportements quasiment celtes et gaulois. Mais, comme ses aînés, elle représente une des civilisation les plus évoluées et dotée d'une capacité de réaction lorsque ses intérêts collectifs sont mis en cause.

Les ménages sont accompagnés pour mettre leur épargne dans des investissements qui les concernent (proximité géographique ou d'intérêt affectif, culturel ou autre).

Dans cette logique, les institutions sont au service des citoyens et non des gestionnaires d'assujettis.

Deux monnaies sont mises en synergie pour faire en sorte que la nation produise et consomme à hauteur de ses moyens et de sa volonté. Mais elles constituent un tout. C'est pourquoi on l'appelle « Monnaie duale ».

A propos de cette publication

Origine

Le système monétaire proposé ici résulte d'un long parcours de réflexions et de rencontres (liste non exhaustive).

Tout démarre au début des années 80 lorsqu'il a été demandé aux équipes de France Télécom[11] de réfléchir à ce que nous pourrions faire de la carte à puce de Roland Moreno. Nous avons réalisé des maquettes qui nous ont permis de réfléchir à ce que cela changerait si la monnaie devenait numérique, c'est-à-dire immatérielle.

Depuis les années 2000, le sujet revient de plus en plus souvent dans les cercles de réflexion.

En 2008, la notion d'économie contributive est évoquée pour la première fois dans le think tanks « Les nains de jardin[12] » dont la vocation était de comprendre comment endiguer les folies du système économique au regard de la dégradation de l'environnement.

Les réflexions se prolongent durant 5 ans dans la commission « développement durable » du conseil de l'ordre des experts-comptables. Il s'agissait de définir les indicateurs hors bilan qui allaient permettre aux entreprises de faire valoir leurs manières de prendre soin de l'environnement. Les travaux ont abouti à deux comptabilités alternatives dont celle de Jacques Richard « CAR » et celle de Jacques de St Front « Comptabilité universelle ».

Dans la foulée, il a été créé l'institut de l'économie circulaire qui a posé les bases et les limites de cette forme d'économie.

Dans les années 2012, la FING[13] lance une « expédition » pour faire le point sur les monnaies locales et les monnaies complémentaires à travers le monde. De son côté, FAIR[14] réfléchit aux enseignements à tirer de ces monnaies. Une figure domine le sujet : Bernard Lieteard[15]. Les échanges avec lui sont des accélérateurs de progrès dans les réflexions en cours.

Le MFRB et AIR poursuivent l'idée d'instauration d'un revenu de base / universel sans toucher au mécanisme monétaire. André Fétet au Grand Orient de France suit ces évolutions.

---

[11] A l'époque ministère de tutelle des télécoms et des innovations technologiques dans ce domaine.

[12] Think tank dédié à l'écologie, fondé par le regretté Michel Gérant.

[13] Forum de l'Internet nouvelle génération.

[14] Forum des autres indicateurs de richesse avec Patrick Vivret et Jean gadrey.

[15] Ancien gouverneur de la banque centrale de Belgique notamment.

Forum Atena, dans son atelier « forum des jetons », poursuit ces réflexions sur les bitcoins et les blockchains et explore les vecteurs de souveraineté possibles à travers ces technologies.

Durant l'année scolaire 2022 – 2023, Luc Jacob lance Altermonnaies qui rassemble notamment des gilets jaunes et d'autres citoyens qui pensent que l'évolution des mécanismes monétaires constitue un vecteur d'évolution vers un monde plus respectueux de l'environnement.

Geneviève Bouché

Docteur en sciences des organisations, a fait ses études à Dauphine en architecture système & télécoms et en économie, puis une préparation aux fonctions de commissaire au plan. Cette formation était dispensée par les commissaires au plan de l'équipe de Gaule, qui prolongeaient les travaux de « la nouvelle société » conduites par Jacques Chaban Delmas, en y introduisant les mutations induites par ce que nous appelons à présent le « numérique ».

Proche de Simon Nora, elle a pu appréhender la profondeur de réflexion de cette équipe et en apprécier les méthodes de travail appelées « futurologie cybernéticienne[16] ».

En début de carrière, Geneviève Bouché a piloté les « projets spéciaux grand public » qui jetaient les bases d'une industrie du numérique grand public en France qui a été entravée par les accords secrets liés au plan Marshall.

Parmi les chantiers dont elle a eu la charge, elle a travaillé sur les monnaies numériques en se posant de nombreuses questions sur ce que devient la notion de monnaie lorsqu'elle devient numérique.

Depuis plus de 10 ans, elle concentre ses travaux de recherche sur le modèle de société qui émerge.

Dernières publications :

2002	Je vais monter ma boîte	Eyrolles, Paris
2015	Changeons de civilisation	Kawa, Annecy
2018	Des business angels au crowdfunding	ACATL Éditions, Luxembourg
2022	Economie productive – économie contributive	ISTE, Londres

[16] Complémentaire à la futurologie systémique, celle du rapport du Club de Rome, qui fait des corrélations statistiques. La futurologie cybernéticienne s'intéresse aux processus d'évolution du vivant, partant de l'idée que les souches de notre futur est inscrit dans notre passé, notre « passé profond » en particulier. Cette discipline agrège l'état des connaissances des sciences de la vie. http://s298243136.onlinehome.fr/dotclear/index.php?pages/La-futurologie

Chapitre 1 - Une civilisation qui glisse vers son futur

Un problème qui ne trouve pas de solution est un problème mal posé.

Imaginer la monnaie dont nous pourrions avoir besoin, passe par une interprétation des besoins qui nous poussent à vouloir changer de système monétaire.

Monnaie, numérique & civilisation

« Les capitalistes de surveillance en savent trop pour avoir droit à la liberté »

*Shosaha Zuboff – **l'âge du capitalisme de surveillance***

A. Etat des lieux

1. Bien plus qu'un changement de civilisation !

Ce n'est pas le numérique qui change nos vies, c'est parce que nous poursuivons notre évolution que nous numérisons nos vies. Nous avons besoin du numérique pour nous lancer dans des réalisations plus complexes.

Le numérique amplifie les capacités humaines : il nous place sur une crête civilisationnelle entre la pire et la meilleure des gouvernances possibles.

D'ores et déjà, la numérisation rend nos quotidiens abstraits et rapide. Il devient impossible de gouverner avec les méthodes et les outils des époques antérieures.

Mais par-dessus tout, le numérique nous permet de répondre à une attente nouvelle des générations montantes : **rationaliser la manière de produire et de consommer**.

Ceci fait émerger une nouvelle civilisation qui impose de nouvelles règles et qui appelle de nouveaux outils de gouvernance[17].

2. Les facteurs de rupture

Le changement sociétal que nous vivons est multifactoriel.

[17] *Une civilisation naît lorsqu'une communauté a découvert une source de création de richesse et qu'elle décide de s'organiser pour la faire prospérer. Elle crée des règles, une « autorité » et des institutions pour faire respecter ces règles. Mais tôt ou tard, la création de richesse s'épuise ou devient obsolète. La défiance s'installe. La communauté est exposée au chaos. Le voisinage s'empare de ses vestiges …*

A. Via la volonté du retour au local

L'Europe, berceau de l'industrie née dans le charbon, a été la première à entrer dans l'ère industrielle. Elle a tenté de conquérir le monde, mais elle a été relayée par les États Unis d'Amérique qui ont développé une industrie de seconde génération ainsi qu'une maîtrise décuplée des mécanismes financiers et les techniques de **persuasion.**

Ces techniques de persuasion visent à lisser chez les citoyens les manières de penser et de consommer, ce qui permet de conquérir les marchés mondiaux avec des biens et des services standardisés et donc produits en grande quantité.

Mais cette idée s'avère puérile. Chaque coin de la planète a ses propres manières de faire société. Après une tolérance d'après-guerre, le retour au local s'impose. C'est un bien fait pour l'humanité car les Hommes ont besoin de diversité pour progresser. La valeur qu'ils créent par eux-mêmes et pour eux-mêmes ne peut être standardisée.

B. Via le numérique

Nous voulons rationaliser nos manières de produire et de consommer afin de pouvoir nous consacrer à des activités de plus haut niveau. C'est-à-dire celles qui nous procurent des sensations d'accomplissement.

> *Ces sensations, nous les obtenons notamment en accomplissant des gestes qui sont bons pour nos communautés et qui élèvent leur niveau de spiritualité.*

Cette rationalisation nous amène à développer des **jumeaux numériques**[18] de tout ce qui nous entoure (immeuble, véhicules, usine, champs, forêts, mais aussi contrats, diplômes et finalement les individus…). Ceci nous permet de pratiquer le « **prédictif** » et le « **préventif** » et de faire du « **curatif / répressif** » une mesure d'exception. Ainsi, nous parvenons à rationaliser nos manières de produire et de consommer, mais aussi de nous comporter.

Désormais, la donnée devient au moins aussi importante que la monnaie car elle devient un facteur de domination. Préserver sa souveraineté numérique devient donc une urgence absolue.

C. Via les mécanismes monétaires

Les USA sont parvenus à faire admettre au reste du monde que les échanges internationaux devaient être libellés en $ et réglés en $. Ceci a pour effet de faire financer la croissance mondiale par le déficit des USA puisque pour faire leur commerce les pays doivent acquérir du $.

[18] Description numérique d'un « organe » lors de sa conception, puis mémorisation des évènements le concernant.

Les **BRICS**[19], sous la houlette de la Chine, n'entendent plus se soumettre à ce supposé « ordre mondial » et organisent la rupture, notamment en mettant en œuvre à partir du 23/08/23 la « monnaie BRICS ».

Cette initiative est un facteur majeur de la recomposition des relations géopolitiques, mais ne traite pas les problèmes posés par le changement de logiques : « du « toujours plus » au « mieux avec moins ».

L'Europe étant la plus pénalisée actuellement par les changements qui s'opèrent dans sa population (voir § 4page 23), elle se trouve donc la seule à explorer de nouvelles pistes pour réussir ce changement de société.

D. Via la réalité anthropologique

L'ère industrielle et ses méfaits sur les Hommes et sur leur environnement peuvent être considérée comme le dernier chapitre de la sédentarisation[20].

Clare Grave (années 1970), avec sa spirale dynamique, a résumé cette étape : nous terminons le premier cycle de notre évolution et nous entrons dans le second.

Les attentes des citoyens évoluent ce qui fait évoluer leurs exigences en matière de vivre ensemble. Le pouvoir est donc en cours de transformation et, dans son sillage, les mécanismes d'échange.

Figure 1 - spirale dynamique de Clare Grave

L'Homme aspire à un modèle de société plus mature dans lequel il gagne en liberté. Or, plus de liberté individuelle impose plus d'engagement personnel.

> *Aller travailler dans de très grandes entreprises ne fait plus rêver. La préférence est donnée aux entreprises à taille humaine où les individus peuvent actionner l'intelligence collective. Ils*

[19] BRICS est un acronyme pour désigner un groupe de cinq pays qui se réunissent depuis 2011 en sommets annuels : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud (en anglais : Brazil, Russia, India, China, South Africa).

[20] Les Hommes se sont sédentarisés à l'origine pour construire des monuments à caractère religieux. En effet, l'Homme est le mammifère qui n'a que ses neurones pour faire valoir ses droits dans la nature. Il possède 3 familles de neurones, dans :

- Son estomac, qui le pousse à gérer sa survie dans les meilleures conditions possibles,
- Son cœur, avec lequel il se met en synergie avec ses congénères. Cette synergie est décuplée via le chant et les rites spirituels.
- Son cerveau, dont il se sert notamment pour le langage (échange avec ses congénères), mais aussi sa capacité à inventer des concepts, des objets et des stratégies complexes.

apprécient les marges de manœuvre qui leur sont accordées. Mais, en réalité elles leur sont accordées en contrepartie de responsabilités individuelles et collectives accrues.

Ainsi, nous voyons se dessiner un modèle de société qui demande que les citoyens acceptent de s'engager pleinement vis-à-vis de la communauté[21]. Les générations montantes le souhaitent. Reste à adapter nos institutions en conséquence.

E. Via l'économie

L'**Occident**[22] après la dernière guerre mondiale s'est relancé via l'**économie de la demande**[23]. À présent, elle en a fini avec l'**économie de l'offre**[24], elle entre dans l'**économie de la rationalisation**[25]. Les BRICS sont encore actuellement dans une **économie de l'offre**[26].

Les autres espaces géopolitiques abordent peu à peu l'économie de l'offre, mais commencent également à vouloir rationaliser leurs échanges avec les autres espaces géopolitiques pour échapper au drame des « terres riches et pillées » et dont les populations sont finalement exploitées.

Ces disparités se dessinent dans l'évolution des PIB du G7 face à celui des BRICS.

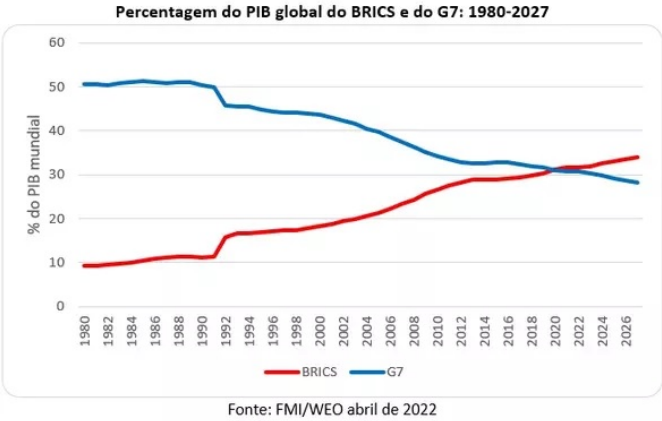

Figure 2 - évolution du PIB du G7 et des BRICS

[21] Dépasser l'adage : « La liberté des uns s'arrête là où commence celle des autres ». Prendre en compte nos interdépendances.

[22] Bloc géopolitique qui regroupe l'Amérique du Nord, l'Europe et la partie Australe de l'Asie. Deux cultures cohabitent : gréco-romaine et anglo-saxonne.

[23] Celle qui a pour objectif de répondre tant bien que mal à une demande forte due à la construction (dans les pays en voie de développement) ou de reconstruction (après une guerre), mais aussi à la pénétration des machines et autres progrès dans les ménage, les usines, les infrastructures … etc

[24] Celle qui oblige les entreprises a soigné la qualité pour inciter les consommateurs à renouveler leurs équipements ou se suréquiper.

[25] Celle qui cesse de surproduire car les consommateurs et les travailleurs veulent produire et consommer moins mais mieux.

[26] Celle qui équipe les ménages, les entreprises et les infrastructures. Cette économie permet de développer une industrie de masse.

Les BRICS peuvent potentiellement se réjouir de pouvoir inonder l'Occident avec leurs produits issus de leur industrie de masse, comme l'Europe l'a fait envers eux par le passé.

Le **PIB**[27] étant actuellement l'indicateur majeur des mécanismes économiques dans les marchés internationaux, l'Occident peut s'en inquiéter. Mais il peut aussi réagir en actant cette mutation civilisationnelle. Personne ne va le faire à sa place. Elle doit le faire, poussée par une perspective d'effondrement que ses populations ressentent :

- Dégradation du vivre ensemble,
- Radicalisation inefficace des discours politiques.

Comme dans tout basculement sociétal, la difficulté est de se doter d'une classe dirigeante qui ne cherche pas à résoudre les problèmes avec les lunettes du passé, mais celle du monde qui vient.

> *La manière effrayante avec laquelle a été générée puis traitée la crise des subprimes n'a rien de rassurant à cet égard !*

F. Via la géopolitique

Est-ce parce que nous entrerions dans l'ère du Verseau après avoir été dans l'ère des poissons que les mouvements populaires se multiplient à travers la planète ? Toujours est-il qu'effectivement les populations à travers la planète et à leur marnière cherchent progressivement à sortir des dogmes pour donner une place à la rationalisation scientifique dans leur prise de décision.

C'est ainsi que les logiques de dépendance géopolitique se dénouent, hélas de manière souvent brutale. Ceci redistribue les mécanismes d'échange entre les pays et au sein même de pays alliés.

Alors, pour s'en sortir, les logiques de dominations cèdent le pas aux logiques de réciprocité.

G. Via le changement climatique

L'engouement créé sur ce sujet est parti de l'idée que pour faire face à la supposée « **anthropocène**[28] **»**, les Hommes allaient devoir faire évoluer leur habitat et leurs infrastructures. Cette notion popularisée à grand renfort de pression sur les citoyens et les décideurs avait pour objectif final de relancer l'économie des pays dits « développés » afin que les ménages, les entreprises et les institutions renouvellent leurs habitats et leurs équipements.

---

[27] Produit intérieur brut qui comptabilise l'ensemble des biens et services produits par une nation.

[28] Therme popularisé à la fin du 20ème siècle par un chimiste et un biologiste pour désigner la période où l'Homme a commencé à dégrader l'écosystème et qu'il doit y faire face ainsi que toutes les autres espèces vivantes.

Cette idée s'avère naïve : d'une part, pour revoir ces équipements, il faut faire tourner à plein régime l'industrie et la logistique qui entretient l'anthropocène, mais ces rééquipements n'étant pas source de profit rapide, elle s'avère impossible à financer via la logique monétaire en cours.

Ainsi, le problème, réel et perceptible par les citoyens, mais grossièrement posé (relance économique), débouche dans l'inconscient collectif des citoyens sur la remise en cause du système économique, social et géopolitique.

H. La peur du grand remplacement

Les modifications géologiques et climatiques sont constantes. L'Homme n'y peut rien. Il est impératif qu'il s'y adapte. Il a certainement une part de responsabilité dans la brutalité que nous constatons et il est sain qu'il en prenne conscience : il ne peut dompter la nature, il doit composer avec elle !

Quoi qu'il en soit, la combinaison de la restructuration des relations géopolitiques et du climat amène à des mouvements massifs de population du sud vers le nord. Ce mouvement est même parfois accompagné par des volontés d'envahissement, nourries par des déséquilibres en matière de taux de fécondité[29].

Ces mouvements de populations sont source de désordres qui vont favoriser le basculement sociétal, comme Rome l'a connu en son temps.

> *Une des causes de l'effondrement de l'Empire romain a été un refroidissement des terres au nord de l'empire qui ont affamé les populations. Celles-ci se sont ruées vers le sud, en l'occurrence vers l'Empire romain, poussées par un impératif vital, … On connaît la suite.*

Le thème du « grand remplacement » parle profondément aux Sapiens qui demeurent en nous car il semblerait que nous ayons déjà vécu ce scénario avec Néandertal…

Ce « grand remplacement » traité de manière politicienne ne fait que nourrir les exigences de perspectives qu'adressent en vain les citoyens à leurs élus. Il s'ensuit de l'incompréhension et cette incompréhension crée une tension montante.

Alors pour éviter le chaos, il est temps de réfléchir sur le modèle de société qui convient à la poursuite de notre évolution. Ce modèle de société va nécessiter des outils de gouvernance basés sur de nouvelles priorités. Pour que le projet soit crédible, il est nécessaire de construire une proposition avec ses deux volets :

1. Priorités sociétales,
2. Outils de gouvernance.

[29] Si au nord, les familles réduisent le nombre d'enfants dans les familles afin de leur garantir une éducation de haute qualité, le sud demeure dans une logique de puissance par le nombre.

B. Nouveaux besoins en Europe

3. Nouvelles contraintes

I. Ce que nous dit le marketing

Lorsqu'un besoin est à peu près satisfait, les consommateurs / citoyens exigent qu'un besoin d'un niveau supérieur soit satisfait. Les travaux de Maslow (années 1940) hiérarchisent ces besoins.

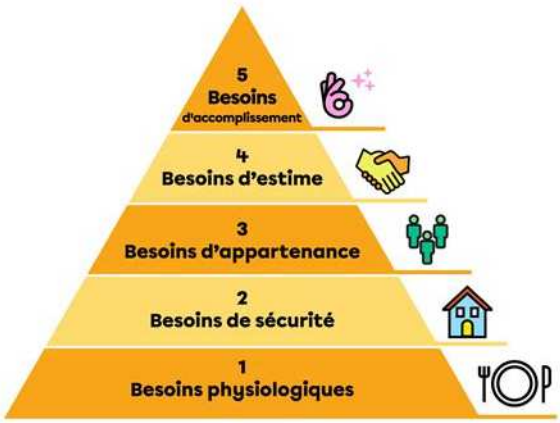

Figure 3 - pyramide de Maslow

Cette fois-ci, les besoins primaires étant satisfaits (couche N°1 & 2), certes encore perfectible, nous nous tournons vers des besoins d'une autre nature : la recherche de satisfactions sociales, culturelles et spirituelles.

Ceci nous amène à prendre en considération de nouvelles formes de création de valeur (développement du bien commun immatériel) qui ne se gèrent pas du tout comme celles que nous maîtrisons parfaitement à présent (production de biens et de services dédiés aux personnes et aux organisations).

J. Les échanges entre blocs géopolitiques

Nous savons que la colonisation n'est pas une solution. Les protectorats, pas davantage. Il s'avère plus rationnel d'avoir des relations équilibrées avec les zones géopolitiques avec qui nous avons besoin et envie de faire des échanges.

Ces échanges sont : des matières premières et des produits ou des services complexes ou d'exception.

Or, les produits d'exception sont réalisés avec des talents capables de combiner [**connaissances**, **savoirs** et **savoirs faire]**.[30] Ces formes de richesse deviennent une source majeure de compétitivité.

[30] Recherche fondamentale, recherche appliquée et production.

Elles s'obtiennent grâce à un vivre ensemble de haut niveau, précisément celui auquel aspirent les générations montantes. De fait, elles s'intéressent davantage à l'ascenseur culturel qu'à l'ascenseur social.

K. Le bien commun, source majeure de compétitivité

Actuellement, développer un **vivre ensemble**[31] de haut niveau représente un coût (au sens où nous l'entendons dans le système actuel). Or, l'augmentation des dépenses publiques est entravée par les exigences des bailleurs de fonds publiques. Alors, chaque élu a tendance à réduire les budgets dont il a la charge et à limiter les endettements aux activités promettant de la profitabilité.

> *Il délègue même certaines de ses missions au secteur privé qui a les coudées franches pour opérer des restrictions. C'est par exemple ce qu'il se passe pour les crèches et les Ehpad, pour un résultat inacceptable pour les citoyens.*

Le développement du bien commun immatériel ne doit plus être considéré comme des dépenses, mais au contraire **le point de départ de créations de valeur** qui sont elles-mêmes des sources de compétitivité.

L. Le patrimoine humain

Ce sujet est éminemment local : chaque tribu doit s'organiser pour maximiser le développement de ses ressources : les talents, les savoirs et leur mise en synergie à travers un modèle basé sur les réalités biologiques et affectives.

a. Les talents et les savoirs

Tout être humain est une combinaison de formes d'intelligence et de capacités émotionnelles. L'art de gouverner consiste finalement à mettre en dynamique ces richesses. Nous redécouvrons la pratiques de « l'intelligence collective » avec laquelle Sapiens c'est finalement imposé parmi les hominidés. Ceci a pour effet de rendre les organisations hiérarchiques obsolètes. Un talent, ne se mobilise pas sur des injonctions, mais sur une dynamique de collaboration.

> *On a rarement vu un bagnard casser des cailloux avec application !*

Les savoirs ont été perçus jusqu'à présent comme des facteurs de pouvoir. Internet donne accès au savoir. De ce fait, la pratique du pouvoir évolue vers une faculté psychique et intellectuelle spécifique parmi les variétés de talents dont les organisations ont besoin. Ceci rend les notions de classes sociales sans objet. Les générations montantes sont plus attachées à l'échelle des savoirs que l'ascenseur social. Les employeurs évoluent dans le même sens.

[31] Tout ce qui permet aux citoyens de s'accomplir au profit de la société en accumulant de la confiance, du savoir et du réseau.

Cependant, les talents se déplacent à la vitesse des avions et le savoir à la vitesse de la lumière. Or, la guerre des talents et des savoirs ne cesse de s'intensifier. Le management de cette richesse s'en trouve bouleversé. Cela concernait chaque organisation (entreprise et institutions), cela devient une affaire d'Etat.

Donner envie aux talents et aux savoirs de servir leur nation devient une priorité car, pour concevoir des produits et des services d'exception, il faut être capable d'enraciner les savoirs et les talents sur son territoire et même se rendre suffisamment attractif pour en attirer.

Ceci passe par le développement de communs sociaux, culturels et démocratiques de très haut niveau.

b. Les temps de la vie

L'ère industrielle a fortement négligé le respect des temps de la vie. Or, ils sont essentiels pour enraciner les savoirs et les talents.

Le parcours de vie des Hommes est un continuum en six étapes qui constituent un cycle au niveau d'une lignée. Chaque individu les déroule à sa convenance, au gré des opportunités et des contraintes qu'il rencontre, mais aussi de sa spécificité[32].

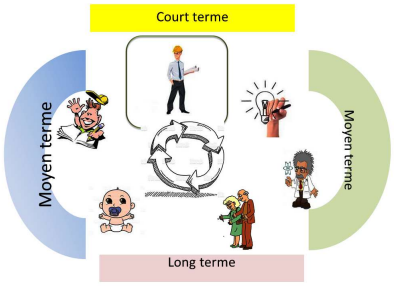

Figure 4 – les temps de la vie

N° 1. **Je nais :** j'ai besoin d'amour pour prendre confiance en moi et développer mon ouverture d'esprit. J'ai besoin de soins pour avoir un corps sain et efficace : mes parents me préparent à être autonome (sevrage). Je dois apprendre à me situer dans ma lignée pour y trouver ma place et les marges de progrès qui m'attendent. Les enfants rêvent et leurs rêves sont la souche de leurs idées pour demain.

N° 2. **J'apprends :** j'ai besoin d'espaces d'initiatives pour me comprendre et comprendre les autres. Je découvre la manière dont fonctionne l'environnement dans lequel je vais pouvoir faire de ma vie une œuvre.

N° 3. **Je fais :** je produis et j'ai besoin de réseaux pour me former et pour évoluer.

[32] En particulier ses formes d'intelligence et ses talents.

N° 4. **J'innove :** je cherche à enrichir le patrimoine de connaissance que je peux laisser derrière moi. Pour cela, j'ai besoin de croiser les savoirs et mutualiser les moyens.

N° 5. **Je transmets :** j'ai besoin de lieux d'échanges et proximité avec mes proches.

N° 6. **Je me rends utile et bienveillant :** j'ai peu à peu besoin d'accompagnement matériel et affectif. Je crée de la paix autour de moi et je donne de la confiance aux générations qui arrivent dans ma famille. Je deviens un « **révélateur d'ADN** » auprès de mes petits enfants qui ont besoin de comprendre la lignée dans laquelle ils s'inscrivent.

Ainsi s'écrivent nos Histoires individuelles et collectives. Rompre ce cycle déstructure le tissu familial et crée des personnages difficiles à vivre car ils ne se comprennent pas eux-mêmes.

Le modèle social actuel ne récompense que l'étape N° 3, « je fais », à travers différentes formes d'émoluments (salaires, honoraires…). Or, toutes les étapes sont utiles au développement du patrimoine humain.

Le système actuel est mal outillé pour faire face aux nouvelles réalités des **carrières « en forme de confettis »**, ni aux besoins de « **formation perpétuelle** » qui permet à chacun de faire évoluer son patrimoine d'expertise.

> *L'ère industrielle a créé des dépendances au travail qui nuisent au bon déroulé du cycle de vie des familles dans leurs lignées. Un enfant peut grandir dans des ménages désunis et éloigné de ses grands-parents, mais il souffrira sans le savoir de manques qui vont fragiliser sa sociabilité.*

De plus, si le système protège tant bien que mal la petite enfance, il ne sait pas gérer de manière sécurisée les dernières étapes de la vie.

Les étapes, au-delà de l'étape N° 3 « Je fais », ne sont pas ou très peu récompensées, alors qu'elles constituent les temps favorables à la contribution au bien commun. Actuellement, ces contributions sont considérées comme ne créant pas de valeur. Longtemps confiées au soin des femmes, qui s'y adonnent à titre gracieux, ces étapes deviennent un business avec des résultats peu satisfaisants, comme, par exemple, les Ehpad. Or, l'empathie ne se marchandise pas, elle ne se brade pas non plus. En revanche, elle se cultive et elle doit être encouragée.

Ces étapes sont reléguées à deux statuts instables puisqu'ils ne font pas l'objet de reconnaissance sociale et qu'ils sont ignorés du système économique :

1. **Le volontariat** n'est pas stable puisqu'au moindre incident, le volontaire se replie. Il faut donc en permanence renouveler le cheptel de volontaires,

2. **Le bénévolat** introduit toutes sortes de dérives puisque les intéressés y poursuivent des objectifs personnels qui ne sont pas nécessairement concordants avec l'objet de l'association dans laquelle ils s'impliquent.

Au 20ème siècle, ces tâches deviennent indispensables au bon fonctionnement de la vie socio-économique et au développement de la prospérité. C'est à leur niveau que sont évitées les tensions sur le plan social, sanitaire, financier et cognitif. Elles sont également nécessaires pour assurer une continuité harmonieuse des savoirs et de l'expérience acquise. En leur donnant de la reconnaissance sociale, mais aussi, en corollaire, des obligations plus clairement définies, il est possible d'obtenir un terreau socioculturel de haut niveau et une capacité collective de résilience bien supérieure à ce que nous connaissons actuellement.

4. Les changements visibles

M. Les modifications climatiques

Les médias ne cessent d'en parler, les citoyens se mobilisent, parfois avec fanatisme, et Les investisseurs en attendent une relance industrielle.

La relance escomptée s'avère complexe et ses effets décevants[33]. En revanche, cette prise de conscience permet d'instaurer une sensibilité citoyenne favorable au développement de l'**économie circulaire**[34].

> *L'économie circulaire promet de produire la juste quantité au bon moment, au bon endroit et pour les bonnes cibles en étant aussi économe que possible en ressources extractives, énergétiques et humaines.*

Cette économie est visible dans la réindustrialisation en cours en Europe. Elle donne le jour à un tissu économique d'un genre nouveau : basé sur des entreprises pointues, hautement numérisées et en interaction les unes avec les autres.

A noter que, piloter ce tissu devient une tâche nouvelle pour nos institutions : conçues pour gérer en priorité des entreprises robustes capables d'aller à la conquête des marchés mondiaux, elles doivent apprendre à construire des stratégies de régénération permanente du tissu entrepreneurial.

N. Dépatrimoinisation de la population

L'**économie de la fonctionnalité**[35]se développe dans le sillage de l'économie circulaire**.** Elle répond à l'idée que les générations montantes ne veulent plus « posséder », mais simplement « disposer » des biens et des services dont ils ont besoin, quand ils en ont besoin. Cette économie est au cœur de la rationalisation voulue par les citoyens qui se soucient de l'environnement.

---

[33] Exemple : les passoires thermiques concernent des propriétaires ou des occupants insuffisamment argentés ...

[34] Idée selon laquelle dans le vivant, les déchets des uns sont les intrants des autres. Ceci fait la part belle aux entreprises de recyclage.

[35] A travers les plateformes, il est possible de mutualiser les équipements des entreprises et des ménages.

Cependant, cette forme d'économie est dangereuse : elle fait croître les dépenses contraintes des ménages et des entreprises ce qui les fragilise puisqu'elles affaiblissent leur patrimoine. Dans le même temps, elle les place sous la dépendance de géants qui gèrent des parcs d'équipements.

Le risque peut être limité en plaçant la gestion de ces parc dans des instance gérées démocratiquement. Ceci est rendu possible à travers les blockchains.

O. Effondrement de la classe moyenne

En 2013, les étudiants d'Oxford ont examiné les tâches effectuées quotidiennement par 2 500 salariés puis ont évalué la vitesse à laquelle il serait possible de les supprimer via des progrès technologiques, organisationnels ou autre. La réponse a été : en 5 ans, il est possible de diminuer de moitié les tâches allouées à la classe moyenne.

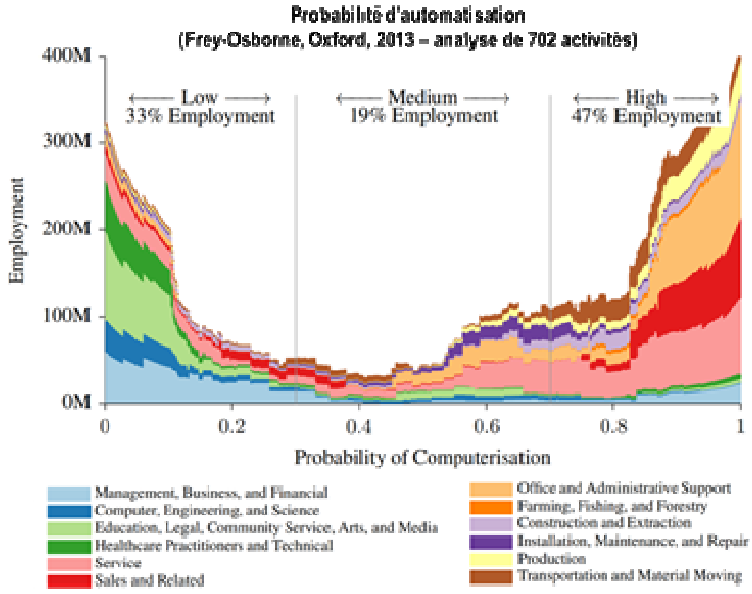

Figure 5 - courbe Oxford 2013

Cette étude fait écho à ce qu'il se passe dans nos cuisines : dans les années 60, une mère de famille allouait 6 heures par jour aux tâches ménagères, elle n'y passe plus qu'une seule ! Ceci est le fruit des progrès réalisés dans les équipements, les matières et les textiles, les aliments « transformés » et même les us & coutumes.

Conséquences :

- Aux extrémités : des jobs mal considérés ou surconsidérés, mais surtout impossible à garder longtemps car épuisant dans un monde abstrait et ultra-réactif,
- Entre les deux : effondrement de la classe moyenne dont les tâches disparaissent ou deviennent inintéressantes.

Notre protection sociale, qui a fait notre force, n'est pas conçue pour ce modèle de tissu entrepreneurial. Pourtant nous ne pouvons pas faire obstacle à cette mutation. Nous sommes donc contraints de remettre en cause la raison d'être des acteurs de notre pacte social.

P. Obsolescence de notre pacte social

Le **pacte social** est le lien moral et organisationnel qui lie les citoyens au pouvoir établi.

Au 20ème siècle, la stratégie occidentale a été de créer des entreprises puissantes. Le challenge du 21ème siècle consiste à se doter d'un tissu d'entreprises créatif et réactif afin de se maintenir en pointe en matière d'innovations technologique, environnementale et sociétale.

De ce fait, les entreprises fonctionnent désormais en mode projet : elles composent et recomposent leurs équipes au gré de leurs innovations. Dans ce tissu économique, les entreprises naissent, fusionnent ou meurent de manière à ce que le tissu demeure aussi vivant que notre peau qui s'adapte en permanence aux saisons et à nos modes de vie.

De leur côté, les travailleurs cherchent à enrichir sans cesse leur patrimoine d'expérience en naviguant de projets en entreprises ou en institutions divers.

Notre pacte social actuel considère le chômage comme un accident de parcours et la formation professionnelle comme une récompense.

Or, dans cette nouvelle configuration le travail devient discontinu et la **formation perpétuelle**[36].

Q. Vers une souveraineté plus industrielle et numérique que militaire

La guerre en Ukraine montre des images qui rendent plus que jamais les guerres militaires absurdes. Les **guerres hybrides**[37] prennent le relais.

Dans cette évolution, entretenir un vivier de start-up devient stratégique. Une start-up, c'est une idée, des connaissances, des talents et la volonté d'oser une aventure dont la communauté pourrait bénéficier en cas de succès et qui, dans tous les cas, devrait enrichir le patrimoine de connaissances.

Le système actuel ne récompense que celui qui a réussi et méprise ce que ses prédécesseurs ont contribué à savoir faire. Une approche plus rationnelle devient nécessaire pour rendre le tissu entrepreneurial efficace.

> *Pour réussir en innovation, il faut tenter plusieurs projets et recycler ceux qui n'ont pas abouti, mais dont on peut tirer les enseignements ou tenter des variantes. C'est la raison d'être des **débutances**[38].*

---

[36] Les connaissances fournies pas le système éducatif sert de base. Les expertises se transmettent entre professionnels en permanence.

[37] Guerres cybernétiques, économiques, d'influence et de talents.

Pour y parvenir, outre le mécanisme de financement, il est nécessaire de dédramatiser le chômage (le réel financeur d'amorçage encore aujourd'hui) et favoriser le **knowledge angelat**[39].

> *Actuellement, nous n'avons pas de ministère de l'innovation et aucun ministère n'a en charge le pilotage du tissu entrepreneurial.*

R. Les budgets d'évitement

L'Europe contemple ses infrastructures et ses institutions qui ont fait sa robustesse. Mais la vétusté et l'obsolescence s'y installent. Alors se pose la question de l'entretien et de la rénovation ou de la modernisation. Y renoncer permet de repousser à plus tard les dépenses afférentes. Mais cela expose bien souvent à des coûts cachés bien supérieurs et même des accidents graves.

Alors, pour arbitrer, il est nécessaire d'évaluer les **coûts d'évitement :**

> *J'estime les dépenses que je dois engager pour éviter les drames potentiels et les dépenses à venir. J'engage alors des dépenses à hauteur de ces dépenses que je cherche à éviter.*

Ceci concerne également les dépenses sociales.

> *J'estime ce que coûte un pauvre à la communauté et j'engage des dépenses sociales à hauteur de ce qu'il me coûterait si je le laissais sans assistance.*

Or, pour les raisons évoquées ci-dessus, les dépenses publiques ne cessent de croître au fur et à mesure que le progrès fait baisser les prix et détruit l'emploi de la classe moyenne. Dans le même temps, la population exige un bien commun d'une qualité croissante. Ceci concerne plus particulièrement le social. Alors, pour acheter de la **paix sociale** les états s'endettent.

Ceci a été possible tant que le crédit était peu coûteux et parfois même rémunérateur. Ce n'est plus le cas. Néanmoins, les états continuent de s'endetter. Ils ne remboursent pas cette dette, mais seulement les intérêts (le **service de la dette**). C'est ce que l'on appelle « **rouler la dette** ».

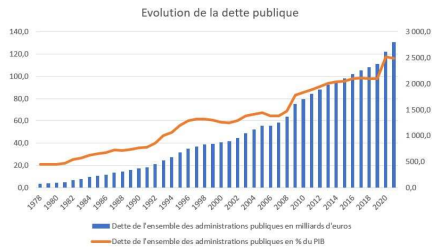

Figure 6- évolution de la dette de l'Etat Français

---

[38] Ce concept créé en 2010 dans le cadre d'un concours du CNAM à la demande de JP Rafarin, alors premier ministre. L'idée est de mettre en place un mécanisme social et financier qui permet d'entretenir un vivier de startups. Une débutance est à la fois un gestionnaire de fonds dédiés à l'innovation et une recyclerie de projets. C'est aussi un vecteur de mise en œuvre de stratégies d'innovation. Cette stratégie est construite à partir de plan à longs termes en synergie avec l'enseignement supérieur et des comités de seniors.

[39] Ici, formation par les aînés

Mais, le service de la dette devient peu à peu visible et les citoyens demandent des comptes. Alors, l'Etat réduit ses dépenses est escamote les budgets d'évitement. Ceci crée des tensions qui peuvent dégénérer :

- Les bailleurs de fonds de l'Etat prennent implicitement le pouvoir en dictant leurs volontés, hélas formatée par des dogmes[40] plus que par de la rationalisation,
- La défiance à l'égard des classes dirigeantes s'installe. Les partis politiques s'atomisent. Le pays devient de plus en plus difficile à gouverner.

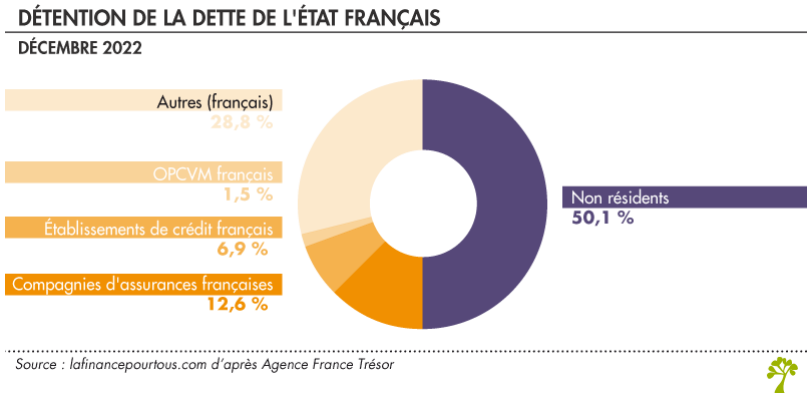

Figure 7 - qui détient la dette de l'Etat français

S. Paix sociale & « religions du livre »

Le PIB par habitant stagne et devrait décroître en raison des progrès en matière de productivité qui entraîne une baisse des prix. Pendant ce temps-là, sous la pression des citoyens, le coût de fonctionnement des états augmente sous la pression des citoyens qui exigent : mieux de justice, de santé, d'éducation, d'infrastructures, de protection, de souveraineté… etc.

Les problèmes des classes les moins fortunées deviennent difficiles. C'est le dilemme de « la fin du mois ». Mais la haute finance est inquiète à propos de « la fin du monde », car si plus de ressources, alors, plus de profits !

- **La haute finance** invective les citoyens pour qu'ils trouvent des solutions : le déclinisme (responsabiliser le public) et l'innovation (relancer l'économie avec de nouveaux besoins).
- **Le gouvernement** tente d'acheter de la paix sociale en émettant des chèques dédiés à certains problèmes (par exemple, chèque énergie). Ces chèques sont distribués sans contrepartie de création de richesse. Ils creusent la dette des états.

[40] Ces dogmes, parfois vieux de près d'un siècle, ont été construit dans des logiques anglo-saxonnes et dans des contextes et des idéologies qui n'ont plus rien à voir avec notre actualité.

Cette commodité politique trouble les populations, y compris celles qui en bénéficient. Car la population européenne a une base culturelle marquée par les références bibliques, dont celle qui dit :

« Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front,
Jusqu'à ce que tu retournes à la terre dont tu as été tiré.
Car tu es fait de poussière, et tu retourneras à la poussière. » Genèse 3:19 BFC

L'obole est un pis-aller, voir même une humiliation. Ces chèques sociaux sont perçus comme tels.

T. La « religion du rien »

La numérisation de la société s'opère actuellement avec des « armes d'influence massive », c'est-à-dire des stratégies d'addictions et d'abrutissement des populations qui ne se protègent pas. Le numérique en est le support le plus visible. L'expression de la « religion du rien » vient d'Emmanuel Todd qui dénonce l'effacement des églises au profit du consumérisme. L'individualisme érigé en modèle fragilise les individus et empêche les citoyens de faire société. Repenser une société passe par un retour à la spiritualité fédératrice qui a permis de créer les premières civilisations.

U. La réinvention du pouvoir en mode fractal

Le pouvoir dans nos civilisations s'est construit au grès des préoccupations des communautés.

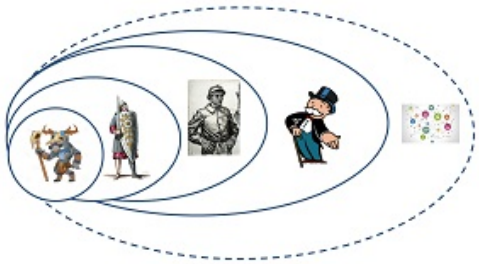

Figure 8 - les strates du pouvoir

Toutes ces strates ont eu et ont toujours leur raison d'être. Une nouvelle couche apparaît, celle des collectifs qui veulent s'organiser au plus près de leurs spécificités locales mais aussi en coordonnant leurs options avec leurs proches en mode fractal pour aller du local au global. Ceci peut être perçu comme un retour au mode tribal. Il n'en est rien, car la clef repose sur la notion d'intelligence collective et de partage d'intérêts bien compris quant à la recherche de rationalisation.

La démocratie contributive qui se met en place progressivement (voir § BB page 37), doit redonner sa place aux autres strates du pouvoir et non les remplacer. Chaque pouvoir montant a tenté de supplanter son prédécesseur et cela a donné des catastrophes. L'accaparement de la logique financière sur les affaires de la planète constitue le dernier exemple en date.

Cette nouvelle couche se met en place au fur et à mesure que les citoyens s'en donnent les moyens comportementaux, intellectuels et organisationnels.

C. La monnaie de l'ère industrielle

Chaque époque a sa monnaie. Elle est conçue pour résoudre les problèmes de l'époque.

5. Principe

Notre monnaie actuelle est conçue pour favoriser les entrepreneurs, ceux qui prennent des initiatives, qui créent de l'emploi et de la richesse et, en plus, qui améliorent les connaissances et le niveau de vie et qui font faire des progrès. La gouvernance de cette monnaie est pilotée par les **banques centrales**[41] des pays et la BCE pour ce qui concerne l'Euro.

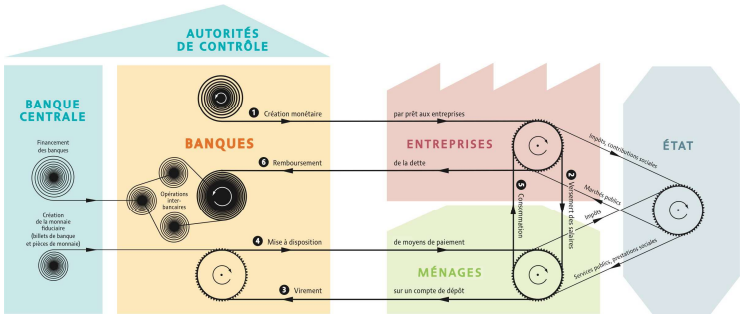

Figure 9 - fonctionnement actuel de la monnaie (le Monde Diplomatique)

6. Croissance éternelle ?

Ce schéma est rassurant, mais il cache la réalité du gonflement éternel de la masse monétaire : l'essentiel de la masse monétaire est dispatché dans l'économie, via les banques et les gestionnaires de fonds, à travers les emprunts des États, des entreprises et des ménages. Ces emprunts doivent être remboursés avec intérêts. Ils sont aussi assurés afin de garantir le remboursement. Ainsi, la somme remboursée est supérieure à celle émise, afin de rémunérer les professionnels de la finance, auquel il faut ajouter les primes d'assurances. C'est ce qui fait gonfler la masse monétaire.

[41] Banques de droit privé.

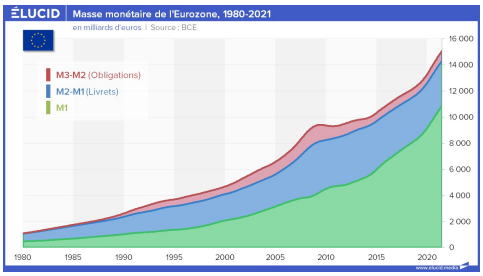

Figure 10 - évolution de la masse monétaire en Europe

Lorsque la masse monétaire augmente, les prix montent. Il est donc nécessaire de faire en sorte que les revenus des ménages augmentent. Cette délicate alchimie est dévolue aux gouvernements démocratiquement élus. Mais en cette période de mutation profonde de la notion de création de valeur, les dogmes ne fonctionnent plus. Ceci aboutit à des injonctions contradictoires qui rendent les gouvernements instables et fait prospérer les radicalisations politiques. Pire encore : pour « tenir debout », la finance ouvre la porte aux activités mafieuses, spécialisées dans les profits rapides mais illicites.

> *C'est ce qui engendre le pourrissement du modèle d'un modèle de société…*

7. Concentration des capitaux

Le système actuel ne traite pas non plus le problème de la propriété et de la rente qui est apparu avec la sédentarisation et qui n'a cessé d'entraver les désirs d'équité entre les citoyens.

> *Celui qui a plus de capitaux peut oser des projets plus lucratifs et ainsi augmenter sa capacité à investir. La **théorie du ruissellement**[42] avait été enseignée pour faire croire que ce mécanisme est saint et naturel. Mais à présent elle est discréditée, par le président Jo Biden lui-même.*

Certes, cette théorie est absurde : les riches ne consomment pas beaucoup plus que les pauvres. La raison de sa remise en cause et liée au fait que les **guerres économiques**[43] sont désormais menées par des établissements spécialisés : les gestionnaires de fonds qui font de la **financiarisation de l'économie**[44] le cœur de leur business.

---

[42] Les riches dépensent plus que les pauvres et ils sont plus exigeants. Ils créent de l'emploi et permettent de faire des progrès.

[43] Maîtriser les capitaux pour imposer ses stratégies.

[44] Technique qui consiste à prendre la maîtrise d'un domaine de l'économie pour en fixer les prix et donc les profits. Plus le fond est puissant, plus il lui est facile de fixer ses lois.

Actuellement, ce sont les **gestionnaires de fonds**[45] qui accélèrent la concentration de pouvoir (augmentation de 18 % en 4 ans), et des zones de pouvoir (100 % occidentaux parmi les 10 premiers dont 84 % sont basés aux USA).

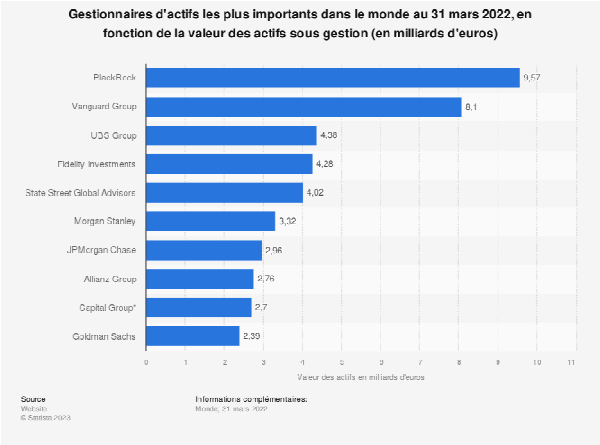

Figure 11 - concentration des gestionnaires de fonds

Le Monopoly a été créé en 1903 pour permettre au plus grand nombre de comprendre les illusions du capitalisme et son issue fatale : la partie s'arrête lorsque le gagnant n'a plus de locataire pour rentabiliser ses investissements.

8. Obsolescence du système monétaire

Qui aujourd'hui peut prétendre comprendre réellement comment fonctionne le système monétaire de sont pays et ses interactions avec le système mondial ?

Arnaud Diemer, de l'université de Clermont en Auvergne a tenté de [représenter une partie du circuit des emprunts d'un particulier ou d'une entreprise](#).

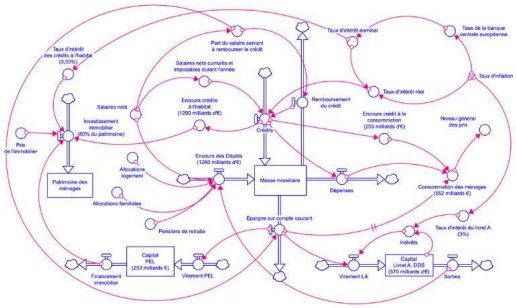

Figure 12 - monnaie créée et détruite lors d'un emprunt

[45] Ce sont les entreprises qui collectent l'épargne des ménages, des entreprises, des assureurs, des organismes de retraite … Pour augmenter sans cesse la masse d'épargne qui leur est confiée, ils doivent démontrer leur efficacité en termes de rendement. Or, plus ils sont efficaces, plus ils détruisent le système de vie sociale, environnemental et finalement démocratique.

Le schéma ne montre pas le nombre d'acteurs qui sont impactés par le moindre évènement dans ce circuit. Les coûts de fonctionnement sont exorbitants et les risques de disfonctionnement sont nombreux.

> *Le site ThinkerView donne la parole aux à des acteurs de cette finance qui racontent ce qu'ils auraient dû faire et qu'ils n'ont pas fait. Manifestement, le système repose sur des jeux de pouvoir qui prospèrent dans une structure épuisée.*

Tenter d'adapter ce système à la nouvelle donne sociétale semble peine perdue. La seule marge de manœuvre possible consiste à concevoir le système qui va bien et examiner la manière de passer de l'ancien au nouveau système.

9. L'avènement des monnaies programmables

Les paiements s'effectuent de plus en plus via le numérique. La monnaie elle-même tends à devenir numérique. Le public y trouve des commodités. Reste à imaginer comment profiter de cette mutation pour se doter des outils de gouvernance dont nous avons désormais besoin.

Les acteurs de la numérisation monétaire ne se posent pas cette question. Ils sont encore marqués par les épisodes précédents de l'histoire des monnaies : la sécurisation du support, car sans cette sécurisation, point de confiance et sans confiance, point d'économie.

> *L'effondrement de Rome a été provoqué par la difficulté à rémunérer le nombre croissant de soldats nécessaires pour protéger les frontières des envahisseurs venus du nord (suite à un changement de climat qui les affamait). Pour y faire face, les empereurs ont frelaté leur monnaie, ce qui a détruit la confiance…*

V. Les smart contracts

La **blockchain**[46] permet de mémoriser un enchaînement de transactions telles que des résolutions de contrats. Les **smart contracts** utilisent la technologie blockchain pour mémoriser les détails d'un contrat : le texte de référence, les règles d'application ainsi que l'historique des évènements liés à ce contrat.

Les règles pour sceller un contrat soumis à condition sont inviolables pour les affaires déjà conclues, mais évolutives pour les contrats à venir.

[46] Il s'agit d'une base de données distribuée qui mémorise plusieurs fois la même information afin de la rendre irréfutable.

Cette technologie est éprouvée dans les **bitcoins**[47] depuis une quinzaine d'années. Elle a été décriée en raison de sa lenteur et de sa consommation électrique. Des progrès constants ont été réalisés depuis.

Les blockchains sont actuellement entre les mains d'acteurs privés, ce qui empêche d'instaurer un climat de confiance absolu. Toutes fois, l'association LOGION, soutenue par la banque centrale belge, développe une infrastructure dont la vocation est de faire office de notaire dans les opérations réalisées via des blockchains.

W. Les monnaies institutionnelles[48] deviennent numériques

Des startups et des grandes banques centrales, dont la FED[49], se penchent sur un projet de monnaie numérique. Voici un aperçu sur les projets les plus avancés.

c. L'e-Yuan

Actuellement, la chine expérimente un **e-yuan** qui est destiné à être généralisé en remplacement de la monnaie actuelle. La raison officielle de ce changement est que la monnaie, sous sa forme actuelle, représente un coût croissant de mise en circulation, ce qui n'est pas négligeable en cette période de déploiement de l'économie chinoise qui élargit le pouvoir d'achat à ses populations jusque-là les plus éloignées de la modernisation.

Cette monnaie entre en concomitance avec le déploiement de la **notation sociale** qui permet de récompenser les bons citoyens et de brimer ceux qui ne respectent pas les règles.

Mais au-delà de cette considération il y a l'idée de mettre en circulation une monnaie qui ne connaît pas les frontières et qui permet de savoir qui achète quoi, quand et comment ! Autrement dit, en savoir beaucoup plus sur les individus que ne savent le faire les BATX, homologue chinois des GAFAM.

Les e-monnaies ne connaissent pas les frontières. La Chine, qui se revendique l'USINE DU MONDE, entend imposer sa monnaie à travers les plateformes de e-commerce, à commencer par le très agressif TIMU et les routes de la soie pour ce qui concerne les livraisons.

d. Les bitcoins

---

[47] La première « monnaie » de ce genre a été le Bitcoin et le principe a été repris par de nombreuses autres entreprises tentées par l'aventure. Par commodité, elles sont appelées bitcoin avec un « b » minuscule. Ce ne sont pas des monnaies, mais des crypto-actifs. Car, pour être une monnaie, il faudrait qu'elles soient émises par un état reconnu.

[48] Les monnaies émises par des états reconnus dans la communauté diplomatique.

[49] Réserve fédérale (officiellement en anglais : Federal Reserve System, souvent raccourci en Federal Reserve ou Fed)

Les USA ont été les pionniers en matière de crypto-monnaie basée sur la blockchain[50].

Plusieurs « monnaies » sont développées en parallèle ainsi qu'une industrie de service visant à les sécuriser et les convertir en d'autres « monnaies ». Ces monnaies sont gérées par des entreprises privées. Elles bénéficient toutes d'une dynamique de communication visant à attirer un nombre croissant d'utilisateurs à travers le monde afin de donner de la puissance à cette forme de monnaie.

Comme cela a été fait pour les phases précédentes du développement de l'Internet, à un moment donné, la finance qui rend cette effervescence technologique et commerciale possible va procéder à des regroupements de manière à ne faire émerger qu'un ou deux leaders qui devraient ainsi capter l'ensemble du trafic monétaire et s'imposer comme le ou les deux acteurs incontournables à travers le monde.

Les enjeux sont le mêmes que ceux de la Chine pour ce qui est de relayer les connaissances de chaque usager, mais également de restreindre le champs d'autorité des Etats, puisque leurs monnaies respectives s'en trouveront affaiblies.

e. L'e-euro

L'Europe prépare également son e-Euro de manière à pouvoir mettre des contre-feux à ces menaces.

Cependant, cette monnaie pose des problèmes fonctionnels et juridiques. Par exemple, la logique voudrait qu'elle soit distribuée depuis la banque centrale à tous les citoyens européens, ce qui supposerait que la banque centrale tienne un compte pour chacun d'eux.

Finalement, l'UE commence par un projet simple, qui crée de la monnaie numérique au même titre que les billets et les pièces de monnaies.

X. Critique de ces monnaies

Sauf si les Etats prennent des mesures particulières, le public choisira ses e-devises en fonction des commodités qui vont y être associées. En particulier, l'accès aux marchandises et aux services en ligne ainsi que leur convertibilité et l'ergonomie des applications qui permettent de les manipuler donne lieu à une vive bagarre commerciale.

Quoi qu'il en soit, ces monnaies s'inscrivent dans des logiques du 20ème siècle :

- Elles sont pensées être supranationales. Pour cela, elles sont adossées à une stratégie tournée vers l'accaparement des marchés à travers le monde en maîtrisant les producteurs, les logisticiens, les influenceurs et finalement les consommateurs.

[50] Pour mémoire, les première crypto-monnaies ont été modélisées en France dans le cadre des expérimentations liées à la carte CP8 (carte à puce) avec l'idée de faire de cette carte un portemonnaie électronique.

- Elles n'apportent aucune réponse quant à la manière de prendre en compte les mutations sociétales évoquées ci-dessus (voir § 3 - page 19). Elles ont même tendance à accentuer les problèmes.

Y. L'opportunité Européenne

Une autre approche est donc socialement nécessaire, environnementalement souhaitable et finalement, technologiquement possible. Elle représente une opportunité pour l'Europe qui ne se reconnaît pas dans la **pensée utilitariste**[51] américaine ni dans la pensée **confucéenne**[52] chinoise. Les Européens sont des **humanistes**[53] **stoïciens**[54] très attachés à leurs droits et leurs devoirs, mais aussi soucieux de considérer que plus de liberté nécessite plus d'engagement personnel.

Alors, tant qu'à repenser la monnaie et donc ses mécanismes, ne serait-il pas opportun de chercher à résoudre les problèmes du 21ème siècle tout en satisfaisant les attentes des générations européennes actuelles et à venir ?

L'Europe, berceau des cryptomonnaies, de l'Open Source et du Per to Per, est en pole position pour relever ce défi qui nécessite de concentrer essentiellement de la matière grise dont elle dispose et des investissements matériels modulaires. Ceci relève donc d'investissements graduels dont l'Union Européenne est capable.

[51] Uniformisation supposée des consommateurs à travers le monde. Dès lors, pour dominer le monde, il suffit de s'organiser pour être le leader dans les biens et services les plus usuels.

[52] Les intérêts de la communauté passent devant ceux des individus. Les individus ne connaissent pas forcements les intérêts de la communauté. Elles leur sont donc imposées à travers des règles [supposées] cohérentes.

[53] Attachés à l'épanouissement des Hommes.

[54] Attachés aux comportements vertueux : chacun a des droits mais aussi des devoirs

Monnaie au service de la prospérité ?

« Donnez-moi le contrôle sur la monnaie d'une nation,
et je n'aurai pas à me soucier de ceux qui font ses lois. »
Propos attribués à Mayer Amshel Rothschild (1743-1812)

D. De la richesse à la prospérité

Le sens de l'Histoire nous laisse espérer que les progrès, auxquels aspirent nos contemporains et les générations à venir, façonnent un monde plus mature.

Plus mature, cela peut être un monde qui n'est plus axé sur la quête infinie de la **richesse**[55], mais sur la **prospérité**[56]. Pourquoi ? Parce que la richesse se capte, la prospérité se partage. Or, la capacité à partager est la principale logique de survie de l'Homme.

> *Il est le dernier des mammifères apparus sur cette planète. Il n'a pas de griffes ni de croc et ne crache pas du feu pour se défendre.*
>
> *Il a une faculté de langage et des capacités créatrice supérieure aux autres êtres vivants. Mais surtout, il est doué d'intelligence collective. Il l'a oublié pendant l'ère industrielle, il la redécouvre à présent.*

Nous pouvons l'espérer parce que nous constatons que les missions régaliennes s'élargissent à la protection du **capital humain**[57] et non plus seulement à la protection et l'expansion du territoire et de l'économie.

Le capital humain devient la ressource la plus précieuse pour une nation. La protection du territoire et de l'économie demeure néanmoins la raison d'être de la protection du capital humain.

Reste à acter cette évolution dans les outils de gouvernance.

---

[55] Ensemble des valeurs accumulées par une personne physique ou une communauté.

[56] Période durant laquelle une communauté se met en étant de coopérer pour permettre à ses ressortissants de créer du progrès et de la valeur et d'en partager les bénéfices.

[57] Les capacités à faire croitre le patrimoine de connaissance et à rationaliser la manière d'en tirer parti.

E. La monnaie dont nous aurions besoin

10. Le minimum

Z. Réguler la fuite en avant de l'économie mondiale

Les institutions qui font la force d'une civilisation deviennent tôt ou tard ses handicaps. En l'occurrence, les institutions monétaires actuelles ne perçoivent pas la raison de remettre en cause ce mécanisme de fuite en avant, alors que la notion de « toujours plus » est perçue par les citoyens comme une machine infernale qui pousse l'humanité à sa perte.

> *Nous pouvons enchaîner les COPxx et autres injonctions à faire respecter la planète, même si les peuples l'exigent,* ***sans système adapté, rien ne sera possible****.*

La raison de cette fuite en avant est due au fait qu'il n'y a pas d'**opposé complémentaire**[58] à la puissance monétaire **«** productive » (la seule que nous prenons en considération) !

L'économie actuelle ne s'intéresse qu'aux « corps sain ». Elle néglige ce qui œuvre en faveur des « esprits sains ». Or, elle a de plus en plus besoin d'esprits sains pour progresser, car le progrès et la nouvelle source de prospérité.

AA. Passer du pyramidal au réseau

Dans la nature, tout fonctionne en mode réseau. Ce n'est qu'avec les réseaux de données (multidirectionnels) que l'Homme a commencé à maîtriser ce concept. À présent, cette notion de réseau irradie la reconfiguration de la civilisation qui émerge.

En effet, l'Homme prend en considération la complexité du vivant qui l'entoure et il admet que sa gouvernance se fait du local vers le global. Conséquence : les **organisations hiérarchiques**[59] sont peu à peu abandonnées au profit d'**organisations organiques**[60].

BB. Favoriser l'évolution sociétale via la démocratie

Le vivant, dont nous faisons partie et que nous appelons **Gaïa**, évolue sans cesse. Chaque organe qui le compose évolue en mode essai-erreur. La concurrence est nécessaire pour stimuler les processus d'évolution. L'uniformité est mortifère. Les dictateurs périssent car tôt ou tard, privé de la puissance

---

[58] Dans la nature, un organe est, en principe régulé. Le mécanisme le plus simple est l'opposé complémentaire. Par exemple, pour que nous puissions maîtriser la manière de plier et déplier l'avant-bras, deux muscles se régulent l'un l'autre : le biceps et le triceps.

[59] Ce mode est une entrave à la créativité et la réactivité demandée aux entreprises dans lesquelles l'expertise est une source de richesse centrale.

[60] Notre corps fonctionne en mode « organique » : chaque organe rempli une fonction, aucun ne dirige les autres, des régulateurs leur permettent de se mettre en synergie.

de l'intelligence collective de leur peuple, ils accumulent des erreurs et entraînent leurs concitoyens dans leur chute.

Les démocraties actuelles sont embryonnaires. Le numérique nous permet de les faire évoluer, mais surtout, l'élévation du niveau culturel de nos concitoyens fait qu'ils veulent devenir des êtres plus libres, mais aussi, en contrepartie, plus engagés.

Or, des systèmes permettant d'agréger des décisions en allant du local vers le global deviennent possibles grâce au numérique, par exemple, avec les DAO[61].

CC. Certifier la confiance

Chaque Homme est unique, mais seul, il ne peut rien faire et le modèle de société qui a cultivé son individualisme, à savoir le consumériste ne fait que le fragiliser.

Seuls, une communauté d'Hommes qui se respectent et qui se font confiance représente un puissant vivier de talents et de capacités physiques, intellectuelles, artistiques et spirituelles.

La puissance d'une communauté repose donc sur la confiance, le respect et la volonté de partager des valeurs.

Les mécanismes monétaires doivent donc résulter de choix démocratiques et être opérés via des infrastructures étatiques. Une monnaie entre les mains d'intérêts privés ne peut assurer pleinement cette fonction.

La monnaie actuelle, frappée par les autorités agréées par les peuples et les autres nations, protège les citoyens dans le bon accomplissement de leurs transactions pécuniaires via la justice.

11. Priorités nouvelles

DD. Mettre en synergie l'économie productive et l'économie contributive

Comme le pensaient les romains, la création de valeur dont les Hommes sont capables est de 2 natures complémentaires :

1. **Un corps sain** : nécessite de satisfaire les besoins primaires des individus qui sont symbolisés dans les couches basses de la pyramide de Maslow,

[61] Organisation autonome décentralisée gérées par une blockchain qui permet de fixer des règles de vote et qui mémorise les prise de décisions individuelles et collectives.

2. **Un esprit sain** : permet de développer le bien commun immatériel dont la famille, le savoir / l'innovation, la démocratie ou encore la spiritualité, ainsi que les résolutions de conflit (voir § g page 39).

L'économie productive (dédiée au « corps sain ») : nous en avons acquis une maîtrise suffisamment avancée pour que nous nous concentrions sur l'économie contributive (dédiée à l'« esprit sain ») :

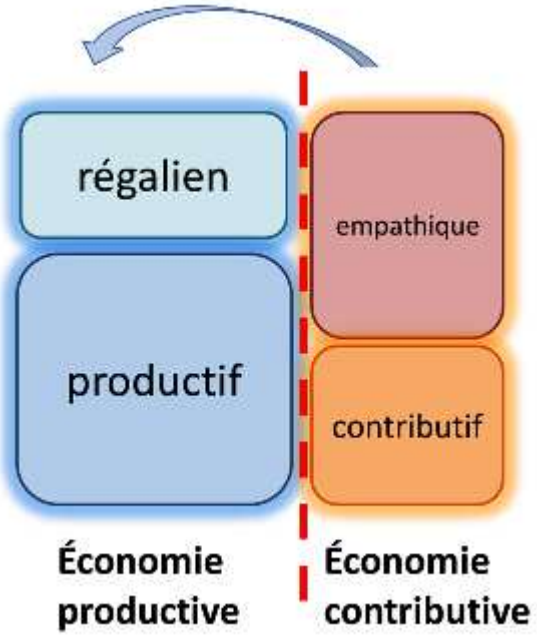

Figure 13 - économie productive, économie contributive : opposées et complémentaires

f. Contours de l'économie productive

Elle concerne la création de valeur en lien avec la matière et contribue à assurer un corps sain à chacun des citoyens :

- **Les activités régaliennes** qui gèrent le territoire et ses frontières, ses infrastructures, sa présence dans l'espace… etc.
- **Les activités productives** qui concernent la satisfaction des besoins primaires des individus.

g. Contours de l'économie contributive

Elle concerne la création de valeur immatérielle qui contribue à assurer un esprit sain à chacun des citoyens. Deux types d'activités :

- **Les activités contributives** proprement dites ont pour objet de mettre en synergie l'ensemble des talents et des valeurs éthiques qui font la richesse du patrimoine humain du territoire. Ceci concerne le temps alloué à :

- La famille,
- Le savoir, la culture, l'innovation…
- La démocratie, organisée de manière à permettre aux citoyens de s'informer, de se former, de prendre part aux décisions, de les mettre en œuvre et d'en assurer le suivi. Les outils de **DAO** (organisations autonomes décentralisées), encore en phase de maturité, permettent d'élargir les prises de décisions et de responsabilités au sein d'une communauté. Ces mêmes plateformes sont à même d'accompagner les citoyens dans leurs parcours d'engagement et de cohérence avec les engagements de leurs voisins au regard des missions des institutions dans lesquels ils s'engagent. Ainsi, ce qui a été possible lorsque les communautés étaient très petites (avant la sédentarisation) commence à redevenir possible et humainement souhaité,
- La spiritualité, car il n'y a pas de civilisation qui ne soit pas adossée à une démarche spirituelle afin de donner de la cohésion à la communauté (partage des valeurs).

- Les **activités empathiques** concernent les résolutions de conflits sanitaires, juridiques et environnementaux. Ces activités sont actuellement dévolues à l'Etat qui les finance avec les impôts, mais qui compte également sur le bénévolat et le volontariat pour compléter les ressources nécessaire qui sont inexorablement croissantes. Or, le bénévolat et le volontariat ne permettent pas de construire des organisations robustes[62] et la fiscalité n'est pas extensible à volonté …

  Alors, si réellement ces activités deviennent stratégiques, il devient nécessaire de les prendre en compte dans l'équation du pacte social.

EE.Prise en compte de la priorité du « mieux avec moins »

Actuellement, la monnaie est introduite dans le système via des projets qui font progresser les capacités de production, les infrastructures, les habitations ou encore l'équipement des ménages.

Cette logique repose sur l'idée que l'expansion (à travers le monde) est infinie. À présent, elle est mise à mal en raison de :

1. La démographie, qui amorce sa décroissance, en particulier dans les économies développées[63],
2. La surconsommation, qui amorce sa décrue en raison de la rationalisation recherchée par les citoyens dans les économies développées,

[62] Les bénévoles et les volontaires se retirent dès qu'un incident les contrarient et les poste en vue sont parfois occupés par des personnalités en recherche de pouvoir ou de lumière.

[63] Les ménages veulent peu d'enfants, mais leur assurer une éducation de haut niveau.

3. L'inflation, à présent considérée comme impilotable !

Ceci ne correspond donc plus à la réalité actuellement en Occident, mais aussi sur les autres zones géopolitiques qui vont entrer à leur tour dans les phases de rationalisation.

À présent, la création de richesse se joue sur la capacité d'une nation à faire prospérer ses talents et enraciner les savoirs sur son territoire : ceci constitue le cœur de la raison d'être de l'économie contributive. Il semble donc logique que cette économie soit irriguée et que celle-ci irrigue à son tour l'économie productive.

Au final, ces deux économies sont interdépendantes :

L'économie productive *dépend de l'économie contributive en ce qu'elle requiert des Hommes sains, se faisant confiance et bénéficiant d'une maîtrise maximum de l'état des connaissances.*

L'économie contributive *est contenue par l'état des infrastructures et de la richesse disponible sur le territoire, soit parce qu'elle a été produite sur place, soit parce qu'elle a été acquise à travers des échanges avec d'autres zones géopolitiques.*

FF. Dualité monétaire et opposés complémentaires de l'économie

L'équilibre entre les deux espaces de création de valeur doit être fait en combinant deux sortes de monnaies. En effet, les créations de valeur dans ces deux économies ont un comportement opposé :

- **Dans l'économie productive**, la création de valeur est chiffrable car tout a une métrique (durée, poids, longueur et même niveau de qualité…). La valeur créée se déprécie à l'usage et avec le temps et ces durées sont évaluables.
- **Dans l'économie contributive**, il n'y a aucune métrique possible (combien de temps pour avoir une idée, prendre une décision, partager une information, consoler un enfant…). En revanche, la création de valeur tend à se bonifier avec le temps, mais nul ne sait dire à quelle échéance.

F. Les fonctions prioritaires

12. Favoriser la réciprocité, l'efficacité & la confiance

GG. Via une gouvernance symbiotique

Cette forme de gouvernance repose sur l'idée que si je vais bien, mon entourage en profite. Par conséquent, si je m'arrange pour que mon entourage aille bien, je vais en profiter.

Dans cette forme d'économie, ce n'est plus l'offre et la demande qui fait le mouvement, mais la recherche d'intérêts mutuels bien compris, non seulement sur des critères financiers, mais aussi environnementaux, à court, moyen et long terme.

Ce processus est en marche dans les encadrements que prépare l'UE, certes souvent sous les sarcasmes de ses partenaires. Le profit n'est donc plus le seul critère de succès. La réputation compte au moins autant.

HH. Grâce aux communs de données

Cette manière de gouverner nécessite de la confiance dans la qualité de l'information échangée. Cela passe par la mise en place de **communs de données** [64]hautement sécurisés démocratiquement. Car c'est à travers eux que des acteurs de la vie sociale, économique, politique et spirituelle partagent les données nécessaires à une gouvernance efficace et éclairée.

Cette gouvernance fait confiance à ses ressortissants et encourage les citoyens à se récompenser mutuellement pour leur engagement. Elle doit disposer de moyens pour faire respecter le pacte qui lie les assujettis entre eux.

Cependant, la frontière entre une gouvernance mature et une gouvernance liberticide devient une préoccupation majeure. Ceci suppose, par exemple, que la population soit préparée à se prémunir des beaux parleurs et des pervers et que les mécanismes démocratiques fonctionnent correctement avec des notions de pouvoir et de contre-pouvoir.

13. Oser un autre pacte social

Si le pacte social de l'ère industriel en Europe a fait admettre aux populations des sacrifices avec le slogan « *une vie meilleure grâce au progrès technologie* », les générations montantes sont toujours passionnées par les progrès technologiques, mais elles aspirent aussi à un pacte social plus épanouissant, leur permettant de s'engager plus explicitement dans « la vie de la cité ».

> *L'ascenseur culturel devient une préoccupation en lieu et place de l'ascenseur social : le fils d'une femme de ménage peut devenir ministre sans être ostracisé. En revanche, si un ministre se montre trop inculte, il le sera rapidement.*

Le but recherché est de fluidifier la vie quotidienne des citoyens et de leur permettre d'entreprendre et donner le meilleur d'eux-mêmes à chaque étape de leur **parcours de vie**[65].

---

[64] Ce terme désigne les infrastructures, les logiciels et les données qu'une nation développe et protège pour permettre une gouvernance démocratique de haut niveau. Les infrastructures sont gérées par l'Etat, les logiciels par des instances démocratiques et les données par les acteurs eux-mêmes avec rigueur afin de protéger la confiance réciproque sans laquelle rien n'est possible.

[65] Chaque individu est un maillon de sa lignée. Son parcours de vie comprend 6 étapes : 1/ je nais, 2/ j'apprends, 3/ je produits 4/ j'innove, 5/ je transmets, 6/ je joue mon rôle de révélateur d'ADN auprès des générations montantes. Durant les étapes 3 à 6, les personnes jouent

Parce que les biens et les services que nous produisons sont de plus en plus complexes et évolutifs, nous avons besoin d'un tissu entrepreneurial créatif, réactif et solidaire, et non plus seulement de quelques grandes entreprises attachées à leur pérennité.

Notre pacte social ne repose plus sur le chantage à l'emploi, mais sur l'accompagnement des porteurs de projets qui vont œuvrer pour le dynamisme de ce tissu d'entreprises créatif et réactif. Donc : l'entrepreneuriat et les moyens démocratiques pour gouverner deviennent prioritaires. L'entre-soi en haut lieu s'efface devant cette nécessité.

14. Protection du patrimoine humain

Jusqu'à la fin du 18ème siècle, la gouvernance et le système monétaire étaient orientés vers la protection des terres. À partir du 19ème puis durant le 20ème siècle, le développement de l'industrie a permis aux ménages et aux entreprises de s'équiper.

À présent, c'est de l'environnement et de la qualité de la vie qu'il est question. La qualité de vie est l'affaire de tous. Chacun doit s'en préoccuper, donc chacun doit disposer de moyens pour le faire : du temps, de la connaissance, de la reconnaissance et l'accès aux réseaux de décisions.

15. Le bien commun à l'abri des intérêts extérieurs

II. La fin du dollar déguisé en bancor[66]

Dans le système actuel, la haute finance, fortement anglo-saxonne, est en situation d'orienter les moyens alloués au bien commun, ce qui devient insupportable pour les économies en développement, dont les BRICS, mais aussi pour les Européens qui ont besoin de passer à un autre mécanisme monétaire qui s'éloigne de la pensée américaine.

Le système doit évoluer de manière à ce que la qualité du vivre ensemble soit l'affaire des citoyens et que les fruits soient à leur bénéfice. Ceci est possible avec l'élévation du niveau d'éducation, de la qualité de l'information et du temps libéré au profit des engagements citoyens.

Il s'agit pour les Européens de sortir de la zone de confort que leur procure la délégation de pouvoir, officiellement à des élus, en réalité à la haute finance à dominante anglo-saxonne. Cette évolution ne nécessite pas de révolution. Juste une évolution qui est déjà inscrite dans l'inexorable pénétration du numérique dans nos vies.

L'économie productive doit demeurer liée au reste des économies à travers le monde, mais pas l'économie contributive car la création de valeur qui en résulte est réalisée par et pour les citoyens et

---

un rôle essentiel dans la vie sociale, économique et familiale. *Le système actuel ne s'intéresse qu'à l'étape 3 alors que toutes ont une importance dans le développement d'une lignée et de ses communautés.*

[66] Monnaie internationale proposée par Keynes à la fin de la dernière guerre mondiale.

doit le rester. La monnaie productive doit être en interaction avec le futur « **bancor**[67] » qui devrait tôt ou tard remplacer le dollar dans sa fonction de support d'échange international.

JJ. La fin de la mondialisation fantoche – retour de la réciprocité

L'idée selon laquelle les Hommes cessent de se faire la guerre à partir du moment où ils font du business n'a pas fait ses preuves.

La mondialisation du 20ème siècle repose sur les déséquilibres sociaux, génère des absurdités environnementales et nourrit les guerres hybrides : chacun cherche à exploiter l'autre !

Le commerce mondial semble avoir été aussi vieux que le développement de l'Homme sur terre. Les échanges étaient marchands : ils portaient sur les surplus et l'excellence. Les grandes métropoles s'arrangeaient pour être aussi des lieux d'échange de savoir. Elles développaient leur attractivité, indirectement monétisée.

Le système monétaire doit redevenir aussi simple qu'il était à l'origine : basé sur des relations de croisement d'intérêts réciproques bien compris et non des dispositions extraterritoriales extravagantes.

[67] Monnaie d'échange internationale proposée par le britannique John Maynard Keynes en 1941, mais remplacé par le dollar des USA, en dépit des protestations dues au fait qu'une monnaie nationale ne pourra pas assurer cette fonction sans créer des crises graves.

Chapitre 2 - un projet conçu pour être débattu

Pour sortir des dogmes,

dépassons les dogmes

Agrégeons les idées qui ont été écartées siècle après siècle …

Imaginons cette monnaie

« On ne peut pas fonder la prospérité des uns sur la misère des autres. »

Vincent Auriol (1884 – 1966).

G. Et si nous inversions la logique monétaire ?

16. Revenu universel & monnaie hélicoptère

KK. Des concepts intuitifs et pourtant écarté

Tous les think tanks qui travaillent autour des questions de finance et de pacte social finissent tôt ou tard par aborder ces deux notions, pourtant exclues des hypothèses envisageables par les économistes du système actuel :

- Le **revenu universel** appelé aussi **revenu de base**. Une notion aussi ancienne que les travaux de Thomas Pain (1737 – 1809) qui consiste à verser à chacun un revenu de subsistance. Cette idée a été reprise et expérimentée par les GAFAM dans des pays pauvres en ce début de siècle après avoir pris conscience que :
    - Les pauvres coûtent cher à la communauté, autant leur verser un revenu pour qu'ils ne mettent pas en danger les citoyens non pauvres,
    - Le nombre de pauvres vont augmenter puisque la robotisation va supprimer en masse des emplois.

  Les expérimentations n'ont pas été menées à leur terme car elles ont démontré le contraire du résultat attendu : elles ont favorisé les initiatives locales, mais pas la consommation de produits des multinationales.

  Le revenu universel peut être considéré au minimum comme un budget d'évitement, mais plus positivement comme un budget d'engagement des citoyens.

- La **monnaie hélicoptère** (appelé aussi crédit social) a été popularisée par Milton Friedman en 1969. Cette idée consiste à injecter de la monnaie non plus via les projets d'investissement des entrepreneurs, des collectivités et des ménages, mais directement via les ménages.

Le fait que tous les think tanks explorent tous ces deux notions donne à penser qu'une voie est possible en les combinant.

Effectivement, l'idée s'impose d'injecter la monnaie via le patrimoine humain et non plus via leurs projets. Ceci est logique puisque, pour que les Hommes aient des projets, il faut qu'ils aient la disponibilité physique, culturelle et mentale pour le faire.

Toutes fois, si la communauté leur donne la possibilité de se lancer dans des projets, il faut qu'ils le fassent au profit de la communauté et non avec la seule perspective de s'enrichir individuellement.

Les économistes et certains philosophes écartent les concepts du revenu de base et de la monnaie hélicoptère, car pour un Européen :

- Le revenu est la récompense d'un travail. Les revenus versés sans contrepartie de travail *[productif]* sont perçues comme des oboles accordées aux indigents. Cela donne bonne conscience au donateur, mais ne résout par le problème de celui qui reçoit l'obole. Sa dignité est offensée.

- La monnaie est le fait du « roi ». Sa gestion semble très compliquée, mais il ne semble pas envisageable de modifier son circuit ni sa nature : les échanges *[de biens et de services]* réalisés avec la monnaie du « roi » sont protégés par sa justice[68]. Le fait même d'oser en discuter est perçu comme une tentative de remise en cause de l'ordre établi.

LL. Retour à la monnaie souveraine là où c'est nécessaire

Pourquoi ne pas combiner ces deux concepts en posant les principes suivants :

- **Le revenu universel est versé aux citoyens** parce que nous supposons qu'ils ont à cœur de s'impliquer dans la vie de la cité et qu'il convient de les décharger des incertitudes vis-à-vis de la satisfaction de leurs besoins primaires.

- **La monnaie est le fait du peuple**, c'est lui qui crée sa propre prospérité à travers des tâches aussi humbles que complexes. C'est par l'engagement de chacun vis-à-vis de sa propre communauté que chacun contribue à fixer le niveau de prospérité dont tous bénéficient. En développant un bien commun de haute qualité, chacun est en mesure de produire efficacement. Les entreprises et les institutions en bénéficient.

[68] Une escroquerie réalisée en bitcoin ne peut être soumise à la justice d'un pays qui ne reconnaît pas cette devise.

L'économie est un mécanisme fractal : les groupements d'individus sont en interaction avec leurs voisins de proche en proche jusqu'à l'humanité entière. Idéalement, il faudrait une monnaie fractale. Cela semble pour le moment difficile à concevoir.

Une approche intermédiaire consiste à considérer, par exemple pour nous en Europe :

1. **Une monnaie dédiée au développement du patrimoine humain** (monnaie contributive), gérée sous forme de monnaie intelligente. Les monnaies intelligentes permettent à chacun de suivre en toute transparence les progrès réalisés en matière de prospérité, ce qui est stimulant !

   Cette monnaie est souveraine. C'est l'Etat démocratique qui l'émet et qui la détruit, sans passer par le mécanisme bancaire. Il crée la quantité de monnaie dont il a besoin pour assurer l'efficacité maximum de son patrimoine humain. En retour il en attend une création de valeur qui permet de poursuivre le développement de la prospérité.

2. **Une monnaie d'échange** (monnaie productive) dédiée aux échanges dans le secteur marchand local et entre pays de la zone euro et à l'international. Cette monnaie conserve sa forme actuelle et ses mécanismes de fonctionnement puisqu'elle est exposée au reste du monde.

La première est placée sous surveillance démocratique nationale et la seconde sous surveillance démocratique de l'UE, mais les deux sont intimement liées, car elles sont au service de la prospérité et donc de l'efficacité collective. Si l'une des deux se délite, le niveau de vie des concitoyens se délite. Si les deux progressent, le niveau de vie s'améliore et les citoyens peuvent s'élever culturellement et moralement.

MM. Simplexité du système monétaire actuel

L'hypothèse proposée ici part du principe que si la logique monétaire actuelle est remise en cause, les attributions et donc le fonctionnement des acteurs en charge de piloter la monnaie s'en trouvent modifiés.

Ceci donne l'occasion d'entrer dans un processus de simplification. En effet, au fil du temps, les règles ont vieilli. Elles ont donné lieu à des rectifications et à la création d'institutions additionnelles. La complexité qui en résulte rendent les crises difficiles à anticiper et les mesures correctives de plus en plus hasardeuses.

Changer le système semble pourtant inconcevable tant il est vital pour chacun de nous. Et pourtant, intuitivement, sans modification, l'effondrement devient de plus en plus probable.

> *La situation n'est pas sans rappeler la bascule de la marine à voile vers la marine à moteur. Les armateurs ont regardé les premiers bateaux à moteurs comme une hérésie. Mais ils ont vite constaté qu'ils allaient plus vite. Alors, ils se sont mis à perfectionner leur gréement. Ils ont rendu leurs navires plus complexes et donc plus dangereux.*

Une simplification semble donc inéluctable. Mieux vaut la développer avant que le système actuel ne s'effondre définitivement ou que d'autres zones géopolitiques ne prennent les devants en se dotant d'un système monétaire plus simple, plus compréhensible et surtout plus à même de soutenir le modèle de société qui favorise l'intelligence collective dont le tissu entrepreneurial et les institutions ont besoin dans un monde fortement numérisé.

La mondialisation forcenée de la fin du 20ème siècle a montré que la gouvernance des Hommes se fait du local vers le global et non l'inverse. Cela vaut pour la monnaie.

Les principes demeurent inchangés :

- La masse monétaire en circulation doit être ni trop abondante, ni trop restreinte.
- La monnaie doit circuler.

En revanche, les lieux de décisions doivent devenir systémique, alliant :

- Le local et le global,
- L'expertise monétaire et la démocratie.

Ceci est désormais possible dans une économie fortement numérisée.

17. Hypothèses

NN. Construire un autre pacte social ?

h. La dignité pour tous, via le revenu contributif

Au lieu de proposer de la protection sociale contre du temps de travail, le pacte, posé ici comme hypothèse, consiste à verser aux citoyens un revenu universel contre l'engagement à faire prospérer le **bien commun immatériel**[69].

Cet engagement est basé sur la confiance. Le contrôle qui en est fait est essentiellement tourné vers la cohérence. Les plateformes de DAO rendent cet forme d'utopie possible !

Ce revenu est versé en monnaie hélicoptère de type **MNBC**[70], mais dont le fonctionnement est canalisé de manière démocratique selon un processus en « roue crantée » d'une horloge où, les roues locales sont petites mais très sollicitées et les roues d'un niveau supérieur interviennent à des niveaux plus globaux.

---

[69] Par opposition au **bien commun physique** (eau, terre, infrastructures …), le bien commun immatériel concerne la qualité du vivre ensemble et les facteurs de prospérité : famille, culture, démocratie, spiritualité.

[70] Monnaie numérique de banque centrale.

Dès lors, le mécanisme d'injection monétaire s'inverse : ce sont les ménages qui, par le fait qu'ils consomment, permettent aux entreprises (via leurs chiffres d'affaires) et aux institutions (via les impôts & taxes) de fonctionner.

Ce revenu, appelé **revenu contributif**, est dédié aux dépenses contraintes minimum des citoyens de manière à garantir à chacun la possibilité de donner en retour un minimum de temps à des activités contributives (voir § g page 39).

> *La masse monétaire injectée chaque mois est déterminée par le montant des dépenses contraintes correspondant à un revenu décent pour chaque citoyen, calculé sur une année glissante et calibré sur la capacité de création de richesse productive constatée.*

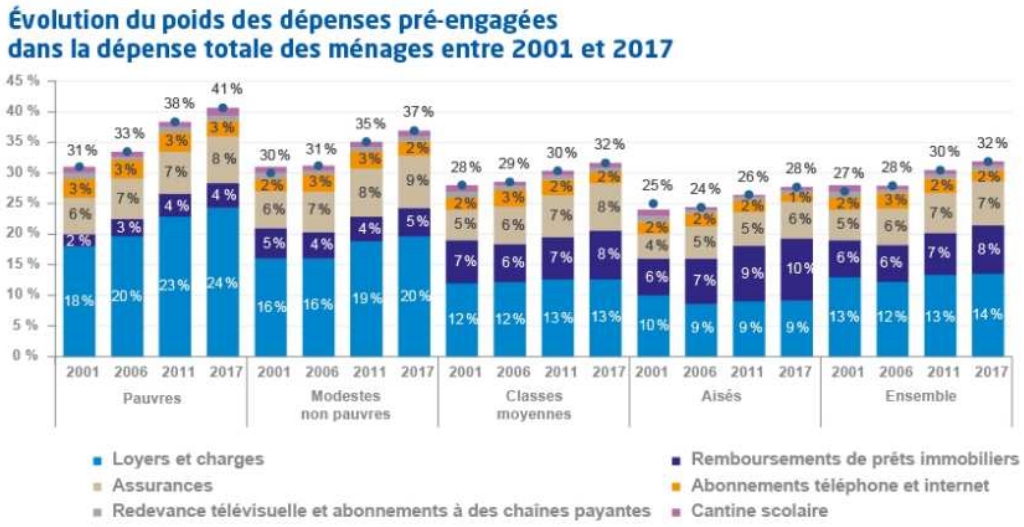

Figure 14 - budget des ménages par catégorie de revenus - source France Stratégie

Les citoyens sont encouragés à compléter ce revenu soit en s'investissant dans des **tâches productives**[71], soit en s'impliquant pleinement dans des **tâches contributives**[72] afin de percevoir des récompenses.

i. Récompenser l'engagement envers la communauté

Les tâches contributives donnent matière à récompense et d'ailleurs, le revenu contributif prévoit une enveloppe « dons » qui lui est dédiée (page 56 Figure 18 - le portefeuille de monnaies

[71] Tâches dédiées à l'économie productive (voir § f page 2-22).

[72] Tâches dédiées à l'économie contributive (voir § g page 2-22).

contributives). Cette enveloppe permet aux citoyens de marquer leur gratitude à ceux qui s'engagent avec cœur et efficacité dans le développement du bien commun immatériel[73].

Ce mécanisme de récompense est inspiré des plateformes collaboratives. Mais il est toutefois surveillé par de l'**IA** (intelligence artificielle) et de la démocratie pour endiguer les éventuelles postures de clientélisme. Ceci répond au constat que les récompenses sont nécessaires mais qu'il n'est pas possible de mesurer une création de valeur immatérielle. La récompense n'est donc pas contractuelle (comme dans l'espace productif), mais qualitative, laissée à la juste appréciation des citoyens entre eux.

OO. Pour une démocratie contributive via l'intelligence collective

La notion de démocratie serait née au Moyen Orient où ont commencé à se former les citées autour de grands projets architecturaux et l'exploitation de richesses locales telles que des mines ou des produits agricoles recherchés, par exemple, l'huile. Elle préoccupe les Hommes depuis qu'ils se sont sédentarisés et qu'ils vivent dans des communautés dépassant très largement la taille des groupes collaboratifs efficaces[74].

Nous savons aujourd'hui que l'intelligence collective est celle qui permet de prendre des décisions rationalisées entre le passé et le futur (de l'expérience ET des idées), mais aussi entre le local et l'intérêt supérieur.

Une nouvelle manière d'aborder la démocratie consiste donc à donner les moyens et à encourager les citoyens à s'impliquer dans la vie de la cité, en commençant par « autour de chez eux » ET/OU « dans leur domaine », puis en montant dans des niveaux supérieurs géographiquement.

Ceci suppose que le temps et l'engagement consacré aux activités démocratiques soient récompensés[75] (voir § TT – page 55).

Ainsi, s'engager dans un chantier à caractère démocratique n'est plus motivé par une espérance de prise de pouvoir, mais par un engagement responsable, au service d'un sujet choisi et pour des citoyens concernés.

> *Ceci change la logique économique : le profit n'est plus le seul critère. Le chantage à l'emploi non plus. Les citoyens s'occupent de leurs intérêts, mais au moins autant de ceux de leurs enfants. Ils s'engagent pour leur assurer de vivre dans un monde plus épanouissant où ils pourront libérer leurs talents et faire croître les savoirs de la communauté. En agissant ainsi, ils soignent leur réputation, ce qui régule les appétits de pouvoir.*

---

[73] Ce mécanisme de récompense s'apparente à celui des étoiles des sites de l'économie circulaire où les offreurs et les demandeurs se notent mutuellement. Ce mécanisme est à manipuler avec précaution pour ne par laisser les aigris et les indifférents dévoyer le système.

[74] Soit une douzaine d'individus. C'est la taille observée dans les organisations, c'est aussi la taille moyenne des tribus préhistoriques.

[75] Les maires et les parlementaires le sont déjà. Il s'agit ici de revenus issus des dons.

Les considérations environnementales (sociales et écologiques) sont donc naturellement prises en compte dans les décisions, avec néanmoins un esprit d'émulation géographique et sectoriel. L'échange de réflexions et de retours d'expérience devient la base du processus de décision.

PP. Équilibrer le revenu contributif et la richesse produite

Actuellement, le budget de l'État est construit sans tenir compte de ce que lui coûte son patrimoine humain alors que celui-ci devient le cœur de son potentiel de création de richesse.

Il doit désormais construire son budget autour de cette exigence et le système monétaire doit permettre de réguler le niveau de vie de la nation et de ses ressortissants au regard de la création de richesse produite.

Cette manière de faire permet d'endiguer les crises récurrentes entre les deux opposés complémentaires que constituent l'économie contributive et l'économie productive[76].

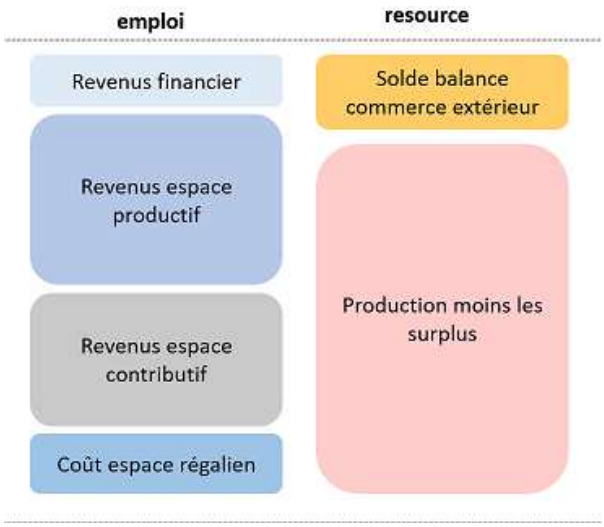

Figure 15 - équilibre revenus / richesse produite

La monnaie est injectée en priorité via le revenu contributif et non plus exclusivement via les projets d'investissement ou de dérives budgétaires.

Ceci impose de gérer efficacement :

- **La dynamique entrepreneuriale :** produire la juste quantité au bon moment, au bon endroit, et pour les bonnes cibles tout en étant au mieux de l'état de l'art et efficace en matière d'énergie, de ressources extractives et humaines.

[76] Actuellement, lorsque l'économie déraille, le bien commun s'effondre. Avec ce pacte social, si l'économie traverse une période troublée, les citoyens voient leur niveau de vie baisser, mais ils ont les leviers pour maintenir à niveau le bien commun, ce qui va faciliter les sorties de périodes troublées.

- **La dynamique financière :** aiguiller de manière conviviale[77] l'épargne des citoyens vers l'investissement des infrastructures et des équipements publics, des entreprises, de l'habitat, de la recherche et de la culture… etc.

- **La dynamique contributive :** en favorisant l'engagement des citoyens dans le développement du bien commun immatériel et en donnant du temps et de l'expertise dans les médiations afin de gérer efficacement les conflits sanitaires, juridiques et environnementaux.

Dans un tel contexte, un manager est toujours celui qui fixe et ajuste en permanence le cap, mais il devient au moins autant le facilitateur qui permet aux experts de réaliser les projets admis par tous.

Cette évolution organisationnelle est en cours actuellement dans les entreprises, mais se propage dans l'ensemble de nos institutions. Dans l'hypothèse que nous dessinons ici, nos institutions vont devoir évoluer pour devenir des facilitateurs de mise en application des décisions prises démocratiquement et accomplies au maximum par les citoyens eux-mêmes à travers des tâches empathiques et contributives (voir § g page 39).

Le but recherché est d'avoir des citoyens proactifs et non plus passifs et critiques. En corolaire, les administrations ne gèrent plus des assujettis, mais des contributeurs engagés. Ce principe s'énonce simplement, mais la mise en application effective va nécessiter l'acculturation de quelques générations :

> *Le passage de France Télécoms à Orange a consisté à transformer les abonnés en clients. Un abonné fait avec ce qu'on lui fournit et aux conditions qu'on lui impose. Un client exprime des besoins et il convient de le satisfaire dans la limite du possible. Cette mutation a pris près de 20 ans.*
>
> *Cette expérience historique nous donne une idée de la difficulté à opérer ce type d'évolution au niveau d'un pays ! en effet, la mutation évoquée ici va en sens inverse : le citoyen devient proactif et non plus un « consommateur critique » des prestations de l'Etat.*

Dans la proposition qui est faite ici, ce point va être certainement le plus lent à mettre en œuvre : comptons environ 3 générations, soit un siècle ! de nouvelles institutions vont devoir être mises en place et la mise au point de leur fonctionnement va nécessiter un apprentissage collectif certain.

[77] Via des bourses de participation rendues faciles à comprendre via les blockchains.

QQ. Ebauche d'institutions impliquées

Figure 16 - fonctionnement de la régulation d'une monnaie duale

Les besoins en revenus contributifs sont évalués via les collectivités locales et centralisés au ministère des finances. Celui-ci estime la cohérence de ces demandes au regard de la création de valeur productive constatée et les sommes récupérées via la fiscalité sur la période antérieure. Les éventuels ajustements sont faits avant de soumettre l'ensemble à la banque centrale (coordination nationale et BCE). La masse monétaire étant actée, elle est mise en œuvre via les instances locales qui délivrent des autorisations de création de monnaies contributives aux banques gestionnaires des comptes courants des citoyens.

RR. Un capitalisme basé sur l'épargne réelle

Le capitalisme tel qu'il nous est transmis ne convient plus à la diversification des formes de création de richesses dont nous avons désormais besoin. Car la création de valeur qui produit de la richesse dépend de plus en plus de la somme des engagements individuels des citoyens au sein de la communauté : leur énergie, leurs connaissances, leur expertise, leurs talents, leur disponibilité…

Les citoyens doivent se faire confiance entre eux et non plus confiance à un nombre limité d'entre eux qui, naviguent au mieux de leurs intérêts et de ceux de leur entourage. Ces décideurs finissent par avoir un comportement opaque qui crée des tensions et donc de la perte d'énergie.

> *À l'heure du numérique, cela n'est plus possible car si tout fini par se savoir, avec le numérique, tout fini par se savoir rapidement. Alors, les réactions peuvent être brusques et difficiles à anticiper.*

Ainsi, en raison de l'engagement des citoyens qui sert de base au fonctionnement de l'économie, les surplus de richesse accumulés par les citoyens et les entreprises doivent être réinvestis dans l'économie productive et régalienne ainsi que dans les équipements des ménages afin de réduire les besoins en emprunt et favoriser l'appropriation du patrimoine.

SS. Nouvelle forme de monnaie face à de nouveaux besoins

La monnaie que nous utilisons devient numérique, mais elle est encore marquée par les rigidités du système dont elle est issue. Le lien avec les métaux précieux et encore présent dans les esprits. La

monnaie actuelle est universelle[78] : pour un commerçant, peu importe comment elle a été acquise pourvu qu'elle soit reconnue par un Etat. De ce fait, par exemple, l'argent sale n'a pas de frontière.

La technologie blockchain permet de mettre en circulation des monnaies fléchées dont le circuit peut être contrôlé : qui dépense quoi, où et quand ?

Toute la difficulté est de canaliser ce potentiel de contrôle : le citoyen n'est potentiellement plus seulement profilé, comme le font actuellement les GAFAM et les BATX, mais décrits avec une précision comportementale inédite.

Ce type de monnaie ne peut être émise et contrôlée que par des instances de haut niveau démocratique et les utilisateurs doivent pouvoir surveiller le fonctionnement du système dans sa globalité et pour ce qui les concerne plus particulièrement. Sans ce contrôle, point de confiance. Sans confiance, point de vivre ensemble viable.

En Europe, les infrastructures rendant cette forme de monnaie possible ne sauraient être confiées à des entreprises privées comme semble vouloir le faire les USA, ni à un parti politique en particulier, mais à une institution sous contrôle démocratique.

18. Ébauche de mise en œuvre

TT.Idée directrice

Il s'agit d'injecter de la monnaie non plus exclusivement à travers les projets d'investissement productif, mais également à travers l'engagement des citoyens à créer de la valeur dans l'espace contributif.

Il s'agit de coller aux aspirations des générations montantes, à savoir : inciter les citoyens à produire et consommer rationnellement de manière à ce qu'ils consacrent le meilleur de leur temps à des activités qui permettent de s'élever culturellement et spirituellement.

> *Selon des études réalisées par des anthropologues et dans les peuplades nomades et celles encore vivantes, les Hommes consacrent 25% de leur temps aux besoins primaire, 25% de leur temps à la cohésion de la tribu (spiritualité et démocratie) et 50% de leur temps à la convivialité et au développement du savoir.*
>
> *Bercy estime à plus de 46% la création de valeur générée par le bénévolat, le volontariat et les services au sein des familles et des communautés.*

Dans la présente proposition, les investissements productifs sont réalisés en priorité via l'épargne des citoyens et pratiquement plus à travers une industrie financière dont les critères d'arbitrages diffèrent de ceux des citoyens. C'est ainsi que ceux-ci s'engagent dans le fonctionnement de l'économie en mode « intelligence collective ».

[78] Dans la limite des échanges de devises réalisables chez les agents de change.

Il y a donc deux formes de monnaies, qui sont synchronisées : celle « contributive » à l'émission, devient « productive » lorsque le citoyen devient consommateur.

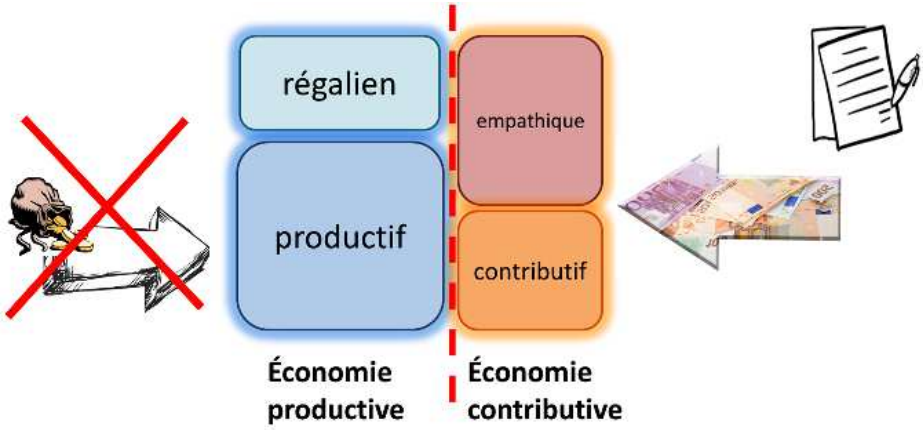

Figure 17 - monnaie injectée via le capital humain

UU. Fonctionnement de la monnaie contributive

j. Émission

La monnaie contributive est en réalité une composition de monnaies dédiée à des dépenses précises, comme le sont actuellement les **monnaies fléchées**[79] délivrées par les gouvernements.

Figure 18 - le portefeuille de monnaies contributives

Ce sont des enveloppes dédiées aux dépenses contraintes et au minimum vital. Ces enveloppes sont rassemblées dans un portefeuille. Celui-ci est garni tous les mois à tous les ayants droit.

Les ayants droit sont les citoyens arrivés à majorité. Les sommes versées tiennent compte de nombreux paramètres, dont l'âge, les charges de famille, le lieu d'habitation… etc.

La masse monétaire injectée, répartie entre les ayants droit, dépend de la création de richesse produite par la nation durant l'année précédente (voir Figure 15, page 52).

Cette masse monétaire est distribuée selon le mécanisme des roues crantées des horloges.

[79] Ce sont par exemple les chèques vacances ou les chèques énergie délivrées par le gouvernement au bénéfices des ménages indigents.

En l'occurrence, la masse est définie au niveau national de manière à équilibrer la richesse produite[80] durant la période et le coûts des dépenses contraintes pour chaque citoyen.

La somme ainsi définie est répartie entre les régions selon des critères définis démocratiquement. La répartition finale est réalisée localement.

Les critères individuels d'attribution sont estimés localement dans des instances démocratiques fonctionnant en mode « bas vers le haut » .

k. Utilisation

Les ménages gèrent leurs dépenses contraintes en respectant les proportions induites par le découpage en enveloppe.

Certaines enveloppes sont gérées ponctuellement avec des contraintes précises : par exemple, il n'est pas possible de dépenser son enveloppe alimentaire uniquement avec de l'alcool.

Le but n'est pas de nourrir un système de notation sociale mais simplement de réduire certains abus néfastes pour la santé, l'environnement ou la communauté. D'ailleurs, les détails des tickets de caisse ne sont pas mémorisés dans la blockchain. Ce sont les règles appliquées au moment de l'exécution du paiement en caisse qui peut éventuellement refuser l'exécution d'un paiement et donc la délivrance de la marchandise.

Ceci est possible en raison du niveau de maturité de nos outils communément utilisé dans les commerces, les entreprises et les institutions.

Les commerçants sont à présent majoritairement équipés de caisses enregistreuses et de terminaux de paiement connectés. Les autres entreprises sont fortement incitées à numériser leurs facturations ainsi que les modes de paiements qu'elles acceptent.

l. Fongibilité et mécanisme de récompense des tâches contributives

Cette monnaie contributive est fondante. Elle disparaît du portefeuille à chaque fin de mois. Les ménages ne sont pas incités à la surconsommation étant donné que le budget de référence correspond quasiment à un budget de survie physique, sanitaire, sécuritaire et sociale.

Les sommes qui n'ont pas été utilisées avant la fin du mois sont basculées dans l'enveloppe appelée « dons ».

---

[80] Bien entendu, cette approche nécessite une clarification des éléments entrant dans la composition du PIB.

Cette enveloppe, également garnie chaque mois, a pour objet de permettre aux citoyens de récompenser les intervenants de leur entourage qui ont mérité une récompense.

Les citoyens qui ne gèrent pas eux-mêmes cette distribution de dons s'en remettent aux instances démocratiques. Celles-ci vont répartir les sommes collectées entre les institutions pilotant des activités contributives. La répartition se fait en appliquant des critères géographiques (une part au local, puis au régional, puis au national, puis finalement au fédéral) mais également quelques autres critères dont l'encouragement ponctuel à l'excellence ou au contraire la facilitation dans les zones à risque.

Ces sommes permettent à ces institutions de financer leurs équipements, leur encadrement et de compléter les revenus de leurs contributeurs.

m. Conversion en monnaie productive

Les sommes dépensées chez les acteurs de l'économie productive se comportent comme la monnaie institutionnelle (l'€ pour les Européens), mais conservent leur identité de monnaie contributive pour des raisons fiscales (voir page p § 59).

Les bénéficiaires de dons peuvent épargner ou investir dans l'économie productive.

VV. Le fonctionnement de la monnaie productive

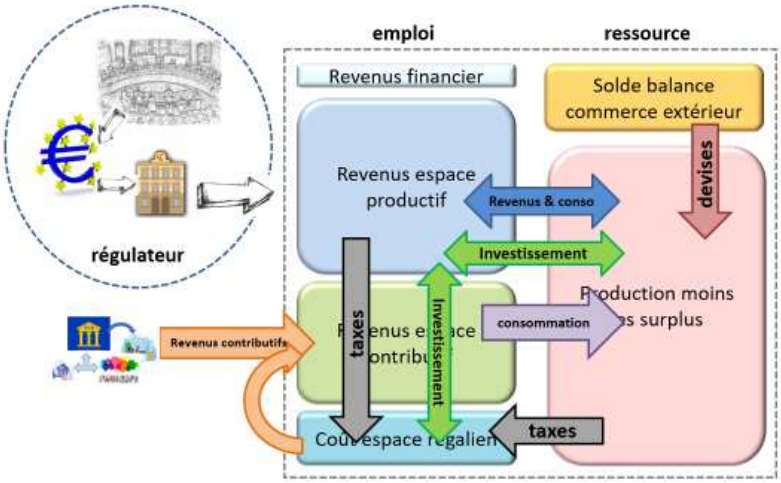

Figure 19 - trésorerie et emprunts

n. Création et utilisation

La monnaie contributive se retrouve donc tous les mois dans le système productif via les dépenses contraintes des ménages.

> *Les revenus des citoyens sont donc composés de revenus contributifs et de dons, mais aussi de revenus productifs, immobiliers et mobiliers.*

Son fonctionnement est très proche de la monnaie que nous connaissons puisque le fonctionnement de l'économie est alimenté par les dépenses des ménages. En particulier, le système productif salarie ses collaborateurs avec l'argent issu de la consommation des ménages, ce qui leur permet de compléter leurs revenus contributifs.

o. Investissements

Les investissements sont destinés à préparer le futur ou faire face à une situation inédite. Ils sont financés pour une part par l'épargne des ménages, ce qui a pour effet de leur permettre de s'investir (financièrement) dans l'économie productive (voir § q page 60). La devise utilisée peut être de la monnaie productive, mais aussi de la monnaie contributive (ce qui devrait être marginal).

Le recours à l'emprunt se fait auprès des banques qui sont rémunérées pour leur travail et leur prise de risque, mais de manière encadrée afin de ne pas encourager la fuite en avant mise en lumière par le système actuel.

Le système d'engagement est toujours sous contrôle de la banque centrale, mais celle-ci agit en concordance avec le parlement afin d'introduire une réelle régulation démocratique et assurer la souveraineté des nations en cas de crise telle qu'une guerre ou un cataclysme.

Ainsi, les citoyens deviennent copropriétaires du tissu économique autour de chez eux ou dans les domaines qui les concernent. Ils peuvent en déléguer la gestion opérationnelle à des professionnels.

Cette forme de finance, très numérisée, doit être aussi fluide que possible afin de ne pas enfermer les « petits porteurs » et, au contraire, écouter leur intelligence collective : un « bon capital » se doit d'être équilibré entre gros et petits porteurs.

p. Taxes & fiscalité

Le coût du travail est considérablement allégé (plus de 40%) puisque les charges liées à la retraite, au chômage et à la formation sont transférées dans l'économie contributive.

Mais surtout, l'employeur déduit du salaire versé 50% de la somme perçue au titre du revenu contributif. En procédant ainsi, les employeur reconnaissent qu'ils bénéficient d'un vivier de travailleurs de haut niveau grâce à ce système qui assure un enracinement des savoirs et à l'épanouissement des talents sur le territoire.

Entreprises et citoyens demeurent soumis à l'impôt afin de financer :

- Le fonctionnement de L'Etat, tel que nous le connaissons actuellement en Europe, même si sa charge est considérablement allégée par l'économie contributive,
- Les infrastructures et l'armée,

- Le fonctionnement de régulation de la masse monétaire en circulation.

Au final, les impôts et taxes demeurent relativement élevés afin de récupérer les liquidités introduites via le « revenu descend », versé en monnaie contributive et réintégré dans le système monétaire (converti en monnaie productive) lorsqu'il est dépensé.

> *Supposons que la richesse produite soit équitablement répartie en termes de temps disponible (les citoyens de plus de 18 ans et de moins de 80 ans), la masse monétaire de monnaie contributive en circulation doit représenter 50% de la masse totale.*
>
> *La fiscalité doit donc être de 50%, ce qui peut sembler énorme, mais en réalité réaliste au regard du fait que les citoyens couvrent plus de 50% des tâches actuellement à la charge de l'Etat et des services improprement laissés à la sphère marchande (service à la personne, tout l'espace associatif actuel, mais aussi à terme, par exemple : gestion de parcs d'équipements dans l'économie de la fonctionnalité …).*

La récupération de la masse monétaire contributive est essentielle pour ne pas laisser les prix monter et les emprunteurs s'enrichir sans création de valeur nouvelle. Car, laisser la masse monétaire enfler favorise les dérives injustes.

Le consentement à l'impôt doit être obtenu par la préférence de ce modèle économique à celui en place qui considère la création de valeur contributive comme des dépenses qu'il faut réduire au maximum.

Cette perspective fiscale peut sembler de nature à faire fuir les entreprises. Mais, à présent, elles recherchent des savoirs et des talents. Réciproquement les familles recherchent de la qualité de vivre ensemble pour y faire prospérer leur famille. Il s'agit donc d'un choix de vie qui prolonge la logique des consommateurs de plus ne plus nombreux qui recherchent des produits et des services réellement protecteurs de l'environnement.

q. Démocratie économique

Contrairement à l'ère industrielle où les stratégies industrielles et donc sociales était l'affaire de quelques décideurs, peu à peu, les collectivités locales, les régions, les états et l'Europe proposent des stratégies entrepreneuriales issues des aspirations des citoyens eux-mêmes. De leur côté, les citoyens soutiennent ces stratégies avec leur épargne. Ceci correspond à une sorte de **crowdfunding**[81] généralisé où les banques ne font que de l'abondement dans le cadre de financement remboursable.

Ainsi, le souhait de Barac Obama dans les années 2010 devient réalité : *« orienter l'épargne réelle vers l'économie réelle »* ! Mais pour cela, il convient de fiabiliser l'entrepreneuriat.

---

[81] « Financement participatif » : plateformes que permettent aux citoyens d'investir dans des entreprises de leur choix. Pour le moment, cette forme d'investissement est très encadrée. Elle permet de financer des startups en phase de lancement et elle limite les sommes investis pour chaque citoyen. Il est vrai que les citoyens sont mal protégés lorsque l'entreprise grandit et que des investisseurs significatifs entrent dans le capital. Le système actuel est donc peu efficace au regard des besoins de notre tissu entrepreneurial.

> *Dans le show-business de la fin du siècle dernier, les majors de la musique soutenaient une centaine d'artistes. Elles savaient parfaitement que moins de 30 % allaient permettre de couvrir leurs frais de lancement et que seulement 5 % allaient financer l'ensemble et même au-delà.*

Dans le monde des start-up, la proportion de succès est comparable. Toutes fois, elle peut être améliorée avec le système de « débutance » (voir § Q page 25).

Incités à engager leur épargne dans des initiatives porteuses de création de valeur, les citoyens contribuent au développement de leur région et / ou de leur corporation qu'ils connaissent et qu'ils peuvent côtoyer. Ceci donne une gouvernance de l'épargne relativement robuste si l'on considère qu'« *une foule motivée est plus experte qu'un petit comité d'experts*[82] ».

Certes les échecs pénalisent les « citoyens investisseurs », mais leur protection via le revenu contributif les protège. Le système bancaire et les gestionnaires de fonds doivent néanmoins les aider à répartir leurs risques.

Sur le plan macroéconomique les échecs constituent des pertes qui permettent de réguler la masse monétaire.

r. Évolution des métiers de la banque et de la finance

Les **monnaies numériques de banques centrales** (MNBC)[83] posent pour le moment des problèmes fonctionnels et juridiques assez compliqués. Il en sera ainsi aussi longtemps que la démarche consiste à transposer en numérique les logiques de la monnaie dette actuelle.

Dans la présente proposition, le rôle des banques de détail, et donc leurs revenus, semble réduit puisque les transactions s'opèrent sans passer par les mécanismes de compensation, car ils sont traités dans la blockchain. Mais la réduction des coûts rend cette bascule inéluctable. Si l'Europe échoue dans cette bascule, elle va perdre sa souveraineté monétaire.

Le pilotage de la blockchain et la sécurisation des smart contract (les infrastructures, les logiciels et les données) font émerger des besoins nouveaux nécessitant un savoir-faire de haut niveau et très évolutif, mais dans des proportions modestes au regard des effectifs menacés dans le secteur bancaire.

Elles détruisent de l'emploi dans les métiers liés à l'argent, mais elles permettent d'évoluer vers une civilisation qui place le « veau d'or » au centre de la vie, mais qui considère les infrastructures liées à l'argent parmi les infrastructures nécessaires à la vie des Hommes.

Toutes fois, la démocratie économique qui va se développer va demander aux chargés de clientèle des banques d'accompagner les citoyens dans la gestion de leur épargne. Par ce biais, les métiers liés

---

[82] Allusion à l'idée fondatrice de Wikipédia : « une foule est toujours plus experte que le plus expert des experts ».

[83] Par exemple l'e-euro (voir § W page 19).

à la banque et à la finance vont reconquérir la noblesse originelle de leur raison d'être : la mise en relation d'investisseurs et de porteurs de projet. L'argent redevient le lien dans les histoires des Hommes !

s. Lien avec l'€

La monnaie productive est en réalité l'€ dans sa forme actuelle. Les états membres entendent avoir à faire à des économies stables et prospères. Rien n'impose de gouverner la stabilité de manière uniforme à l'intérieur de la zone €. D'ailleurs, les Etats sont autonomes en matière de fiscalité. La présente proposition est une manière de pratiquer la fiscalité dont le but recherché est de rationaliser la paix sociale en favorisant le développement des talents et des savoirs tout en veillant à la protection de l'environnement social et écologique. Dans la présente proposition, l'ajustement au niveau de chaque pays / région se fait via le calibrage de la monnaie contributive injectée.

t. Lien avec les MNBC en préparation

Si la Chine et les USA tentent de dominer le commerce mondial en imposant implicitement leurs monnaies numériques, les européens auront un outil de résistance d'une part en préservant leur prospérité, d'autre part en bloquant au moins leurs dépenses contraintes en monnaie contributive calibrée sur la création de richesse de la nation.

u. Données personnelles & communs de données

Les monnaies numériques constituent un enjeu majeur en matière de collecte de données personnelles dont les outils d'influence massive ont besoin. En se dotant de ses propres mécanismes monétaires, la France et l'UE protège sa souveraineté numérique et économique tout en offrant des commodités aux citoyens et à l'ensemble des agents économique tout en nourrissant des outils de gouvernance.

Ceci suppose des engagements en matière de gestion de communs de données (voir § page HH42), surveillés par des instances hautement démocratiques.

Néanmoins, les citoyens doivent être informés et responsabilisés dans l'usage des monnaies qui sont à leur disposition et qui ne connaissent pas de frontières.

La théorie QUALITATIVE de la monnaie

« La valeur d'un homme ne se mesure pas à son argent, son statut ou ses possessions. La valeur d'un homme réside dans sa personnalité, sa sagesse, sa créativité, son courage, son indépendance et sa maturité[84] ».

Mark W. B. Brinton

H. Son postulat

19. L'engagement des citoyens

Les GAFAM s'emparent des données des citoyens à travers la planète, non pas en les demandant ou en les pillant, mais simplement en leur rendant des services très utiles au quotidien.

La théorie QUALITATIVE de la monnaie obtient un mécanisme de prospérité pérenne en sollicitant l'engagement des citoyens. C'est-à-dire en répondant aux aspirations des générations montantes qui réclament toujours plus de liberté, mais en réalité qui accepte toujours plus de possibilités d'engagement.

La réponse est de faire confiance aux citoyens en lui attribuant les moyens minimums de s'assumer physiquement et socialement, afin qu'ils développent une économie qui répond harmonieusement aux besoins du corps et de l'esprit.

Cependant, la confiance n'exclut pas la gouvernance. Les mécanismes des DAO permettent cela.

20. La maîtrise du « ruissellement économique »

La monnaie contributive peut être considérée comme une dérivation de la monnaie productive. Cette dérivation a pour finalité de maîtriser la logique du « ruissellement économique » à laquelle les investisseurs sont attachés.

[84] Alors, donnons à chacun les moyens minimum pour être une belle personne !

I. Le capitalisme démocratique qui en découle

Ce mécanisme revient à faire en sorte que :

- Le système démocratique ne délègue pas à un capitalisme privé l'obligation de créer un emploi pour tous, ni de faire la stratégie industrielle et environnementale à sa place.
- Le citoyen est responsable de son environnement et, avec la monnaie duale tel qu'elle vient d'être décrite, il dispose de moyens pour assumer ses responsabilités.
- Le numérique est placé sous haute surveillance démocratique et non pas entre les mains d'un parti ou d'une coalition financière extérieure.

J. La souveraineté qui en découle

Les citoyens européens abordent le 21ème siècle avec une maturité matérielle et intellectuelle qui rend cette confiance possible. Or, les technologies nécessaires à cette forme de monnaie duale sont maîtrisées par les Européens.

L'urgence est de développer un projet tel que celui-ci avant que nous soyons submergés par des solutions monétaires extérieures qui sont prédatrices de nos données.

Une fois submergés, nous perdrons le contrôle de notre passage à la rationalisation de nos manières de produire et de consommer. Tenir nos engagements des 17 ODD ne se fera qu'en entrant en sobriété subie ! Autrement dit en régression sociétale… Donc en violence démocratique.

Car, pour obtenir la rationalisation dont nous avons besoin, les données deviennent plus importantes que la monnaie.

K. Les conditions préalables

Les efforts et les prises de risque pour sortir du système actuel, avant qu'il ne s'écroule, sont désormais à envisager à travers des validations plus approfondies et des modélisations d'hypothèses telles que celle-ci. Il s'agit de vérifier :

- **Formaliser les conditions technologiques à remplir** au regard de l'état des connaissances, du parc installé chez les acteurs (banques, commerce, entreprises, citoyens…),

- **Étudier une migration des modes de pensée** : citoyen simple électeur à citoyen contributeur,
- **Modéliser le mécanise monétaire** afin de commencer à jeter les premières règles de distribution de la monnaie contributive et de vérifier le contrôle de la masse monétaire productive effective en circulation.

Faire appel à l'intelligence collective est déjà une manière de franchir une nouvelle étape dans notre évolution de Sapiens en recherche de maturité.

L. Les conditions de succès

L'Europe a connu de nombreuses périodes de succès, de relâchement puis de renaissance. Cela s'est généralement passé dans la violence et la naïveté, avec des idées survendues : des agités qui bousculent des réfractaires au changement, soucieux de la défense de leurs intérêts avec des arguments qui ne tiennent pas la route. Puis peu à peu les bonnes démarches émergent au fur et à mesure que des Hommes de circonstance s'imposent.

Mais à présent, le bousculement sociétal international appelle à une prise d'audace maîtrisée. Nous pouvons le faire grâce à l'intelligence collective. Nous devons aller vite car le numérique va vite. Mais nous avons la puissance de nos systèmes d'information et des repères historiques pour imposer le bon sens.

En particulier, nous avons à lutter contre le **syndrome de Soljenitsyne** qui consiste à se noyer dans la construction, puis la mise en application de règles et de lois qui figent les initiatives et qui finissent même parfois par inverser la logique du pouvoir[85].

Le modèle de société recherché est basé sur l'engagement des citoyens (comme cela était au tout début des premières cités). La responsabilisation des individus est la contrepartie de la liberté qui leur est accordée. Les activités empathiques apportent une autre réponse à ce besoin qui nous est propre de faire entendre les droits et les devoirs de chacun en vertu du bon sens contextuel et non seulement de la loi qui se veut universelle.

Voilà pourquoi il faut étudier cette piste de l'économie duale : productive / contributive car elle permet de passer de la quête infinie de la richesse à la recherche constructive de la prospérité :

- La richesse se capte,
- La prospérité se partage !

[85] Lorsque le « voleur » qui tire sur un « policier armé », son avocat plaide la « légitime défense » !

Sommaire détaillé et références

Sommaire détaillé

A RETENIR ……3
EN BREF ……6
A PROPOS DE CETTE PUBLICATION ……10

CHAPITRE 1 - UNE CIVILISATION QUI GLISSE VERS SON FUTUR ...12
MONNAIE, NUMERIQUE & CIVILISATION ……13
A. Etat des lieux……13
1. Bien plus qu'un changement de civilisation !……13
2. Les facteurs de rupture……13
A. Via la volonté du retour au local ……14
B. Via le numérique ……14
C. Via les mécanismes monétaires ……14
D. Via la réalité anthropologique……15
E. Via l'économie……16
F. Via la géopolitique……17
G. Via le changement climatique ……17
H. La peur du grand remplacement……18
B. Nouveaux besoins en Europe……19
3. Nouvelles contraintes……19
I. Ce que nous dit le marketing ……19
J. Les échanges entre blocs géopolitiques……19
K. Le bien commun, source majeure de compétitivité……20
L. Le patrimoine humain ……20
a. *Les talents et les savoirs*……20
b. *Les temps de la vie*……21
4. Les changements visibles……23

M. Les modifications climatiques 23
N. Dépatrimoinisation de la population 23
O. Effondrement de la classe moyenne 24
P. Obsolescence de notre pacte social 25
Q. Vers une souveraineté plus industrielle et numérique que militaire 25
R. Les budgets d'évitement 26
S. Paix sociale & « religions du livre » 27
T. La « religion du rien » 28
U. La réinvention du pouvoir en mode fractal 28

C. La monnaie de l'ère industrielle 29

5. Principe 29
6. Croissance éternelle ? 29
7. Concentration des capitaux 30
8. Obsolescence du système monétaire 31
9. L'avènement des monnaies programmables 32

V. Les smart contracts 32
W. Les monnaies institutionnelles deviennent numériques 33
c. L'e-Yuan 33
d. Les bitcoins 33
e. L'e-euro 34
X. Critique de ces monnaies 34
Y. L'opportunité Européenne 35

MONNAIE AU SERVICE DE LA PROSPERITE ? 36

D. De la richesse à la prospérité 36

E. La monnaie dont nous aurions besoin 37

10. Le minimum 37

Z. Réguler la fuite en avant de l'économie mondiale 37
AA. Passer du pyramidal au réseau 37
BB. Favoriser l'évolution sociétale via la démocratie 37
CC. Certifier la confiance 38

11. Priorités nouvelles 38

DD. Mettre en synergie l'économie productive et l'économie contributive 38
f. Contours de l'économie productive 39
g. Contours de l'économie contributive 39
EE. Prise en compte de la priorité du « mieux avec moins » 40
FF. Dualité monétaire et opposés complémentaires de l'économie 41

F. Les fonctions prioritaires 41

12. Favoriser la réciprocité, l'efficacité & la confiance 41

GG. Via une gouvernance symbiotique 41

HH. Grâce aux communs de données 42

13. Oser un autre pacte social 42

14. Protection du patrimoine humain 43

15. Le bien commun à l'abri des intérêts extérieurs 43

II. La fin du dollar déguisé en bancor 43

JJ. La fin de la mondialisation fantoche – retour de la réciprocité 44

CHAPITRE 2 - UN PROJET CONÇU POUR ETRE DEBATTU 45

IMAGINONS CETTE MONNAIE 46

G. Et si nous inversions la logique monétaire ? 46

16. Revenu universel & monnaie hélicoptère 46

KK. Des concepts intuitifs et pourtant écarté 46

LL. Retour à la monnaie souveraine là où c'est nécessaire 47

MM. Simplexité du système monétaire actuel 48

17. Hypothèses 49

NN. Construire un autre pacte social ? 49

h. La dignité pour tous, via le revenu contributif 49

i. Récompenser l'engagement envers la communauté 50

OO. Pour une démocratie contributive via l'intelligence collective 51

PP. Équilibrer le revenu contributif et la richesse produite 52

QQ. Ebauche d'institutions impliquées 54

RR. Un capitalisme basé sur l'épargne réelle 54

SS. Nouvelle forme de monnaie face à de nouveaux besoins 54

18. Ébauche de mise en œuvre 55

TT. Idée directrice 55

UU. Fonctionnement de la monnaie contributive 56

j. Émission 56

k. Utilisation 57

l. Fongibilité et mécanisme de récompense des tâches contributives 57

m. Conversion en monnaie productive 58

VV. Le fonctionnement de la monnaie productive 58

n. Création et utilisation 58

o. Investissements *59*

p. Taxes & fiscalité *59*

q. Démocratie économique *60*

r. Évolution des métiers de la banque et de la finance *61*

s. Lien avec l'€ *62*

t. Lien avec les MNBC en préparation *62*

u. Données personnelles & communs de données *62*

LA THEORIE QUALITATIVE DE LA MONNAIE 63

H. Son postulat **63**

19. L'engagement des citoyens **63**

20. La maîtrise du « ruissellement économique » **63**

I. Le capitalisme démocratique qui en découle **64**

J. La souveraineté qui en découle **64**

K. Les conditions préalables **64**

L. Les conditions de succès **65**

M. Figures **70**

Mots-clefs **71**

N. Bibliographie **72**

M. Figures

Figure 1 - spirale dynamique de Clare Grave 15
Figure 2 - évolution du PIB du G7 et des BRICS 16
Figure 3 - pyramide de Maslow 19
Figure 4 – les temps de la vie 21
Figure 5 - courbe Oxford 2013 24
Figure 6- évolution de la dette de l'Etat Français 26
Figure 7 - qui détient la dette de l'Etat français 27
Figure 8 - les strates du pouvoir 28
Figure 9 - fonctionnement actuel de la monnaie (le Monde Diplomatique) 29
Figure 10 - évolution de la masse monétaire en Europe 30
Figure 11 - concentration des gestionnaires de fonds 31
Figure 12 - monnaie créée et détruite lors d'un emprunt 31
Figure 13 - économie productive, économie contributive : opposées et complémentaires 39
Figure 14 - budget des ménages par catégorie de revenus - source France Stratégie 50
Figure 15 - équilibre revenus / richesse produite 52
Figure 16 - fonctionnement de la régulation d'une monnaie duale 54
Figure 17 - monnaie injectée via le capital humain 56
Figure 18 - le portefeuille de monnaies contributives 56
Figure 19 - trésorerie et emprunts 58

Mots-clefs

activités contributives, 38
activités empathiques, 39
activités productives, 38
activités régaliennes, 38
anthropocène, 17
bancor, 42
banques centrales, 29
bien commun immatériel, 47
bien commun physique, 47
bitcoin, 32
blockchain, 32
BRICS, 15
budgets d'évitement, 26
capital humain, 35
confucéenne, 34
connaissances, savoirs et savoirs faire, 19
coûts d'évitement, 26
crowdfunding, 57
curatif / répressif, 14
DAO, 38
démocratie contributive, 49
économie circulaire, 23
économie contributive, 38
économie de l'offre, 7
économie de la demande, 7, 16
économie de la fonctionalité, 23
économie de la rationalisation, 7, 16
économie productive, 38
financiarisation de l'économie, 30
Gaïa, 36
gestionnaires de fonds, 31
gouvernance symbiotique, 40
humanistes, 34
IA, 49
intelligence collective, 8
jumeaux numériques, 14
Les temps de la vie, 21
MNBC, 47
monnaie hélicoptère, 46
monnaies de banques centrales, 58
monnaies fléchées, 54
monnaies institutionnelles, 32
monnaies numériques de banques centrales, 58
notation sociale, 32
Occident, 16
Open Source, 8
opposé complémentaire, 36
organisations hiérarchiques, 36
organisations organiques, 36
pacte social, 25
paix sociale, 27
parcours de vie, 41
pensée utilitariste, 34
Per to Per, 8
persuasion, 14
PIB, 7, 17
prédictif, 14
préventif, 14
prospérité, 35
réciprocité, 42
révélateur d'ADN, 22
revenu contributif, 48
revenu de base, 45
revenu universel, 45
richesse, 35
rouler la dette, 26
service de la dette, 26
smart contracts, 32
stoïciens, 34
syndrome de Soljenitsyne, 62
tâches contributives, 48
tâches productives, 48
théorie du ruissellement, *30*
vieux continent, 8

N. Bibliographie

Aberkane, I 2017 **Libérez votre cerveau** Robert Laffont, Paris
Allison, G - 2019 **Vers la guerre, l'Amérique et la Chine dans le piège de Thucydide ?**Odile Jacob, Paris
Artus, P - Virard, M 2010 **Pourquoi il faut partager les revenus** La Découverte, Paris
Assah 2023 **Lumineuse Afrique** L'harmattan, Paris
Assange, J 2013 **Menaces sur nos libertés** Robert Laffont, Paris
Attali, J 2020 **L'économie de la vie** Fayard, Paris
Bambe & Ebami 2022 **Nobles de cœur** Calmann levy, Paris
Bellamy, E 2008 **100 ans après** Éditions In Folio, Paris
Berthoz, A 2009 **La simplexité** Odile Jacob, Paris
Berthoz, A 2013 **La vicariance** Odile Jacob, Paris
Bohler, S 2019 **Le bug humain** Robert Laffont, Paris
Bonnet, C 2022 **La France durable** Atlande, Paris
Bories, C 2016 **L'industrie racontée aux enfants** Dunod, Paris
Brender, A 2020 **Capitalisme et progrès social** La Découverte, Paris
Capraro, C 2011 **Le cercle des lombards** E-Dite, Paris
Chopin, D, Decluzet, M, Godino, R 2012 **La grande transformation de l'entreprise** Ateliers de l'édition,
Couppey-Soubeyran, J 2024 **Le pouvoir de la monnaie** Les liens qui libèrent
ParisCornu, J-M 2012 **Les monnaies complémentaires** FYP Éditions, Limoges
Damasio, A 2019 **L'ordre étrange des choses** Odile Jacob, Paris
Delannoy, I 2017 **L'économie symbiotique** Actes Sud, Arles
Dubois, C, Deloire, C 2012 **Politicus circus** Albin Michel, Paris
Dufour, D 2019 **Baise ton prochain** Actes Sud, Arles
Dugain, M, Labbé, C 2017 **L'homme nu** Pocket, Paris
Dugain, M, Labbé, C 2017 **La dictature invisible du numérique** Pocket, Paris
Faber, E 2011 **Chemins de traverse** Albin Michel, Paris
Federici, S 2014 **Caliban et la sorcière** Éditions Entremonde,
Ferry, L 2019 **Sagesses d'hier et d'aujourd'hui** Flammarion, Paris
Frankopan, P 2019 **Les routes de la soie** Flammarion, Paris
Galant, A 1982 **Candeur occitane et passion africaine** Librairie Alcyon, Montolieu
Girogini, P 2020 **La crise de la joie** Bayard, Paris
Graeber, D 2013 **Dette : 5 000 ans d'histoire** Les liens qui libèrent, Paris
Gumbel, P 2013 **Enquête sur la France malade de ses grandes écoles** Éditions Denoël, Pairs
Harari, Y 2015 **Sapiens, une brève histoire de l'humanité** Albin Michel, Paris
Heisbourg, F 2020 **Le temps des prédateurs** Odile Jacob, Paris
Ibbitson, Darrell Bricker 2022 **Planète vide** Les Arenes, Paris
Jacquemelle, G 2020 **La malédiction des start-ups** Kawa, Annecy
Jamet, Freyssinet, Dos Santos 2022 **Data Démocratie** Diateino
kaufmann, E 2022 **La révolution démgraphique** Lattes, Paris
Koenig, G 2019 **La fin de l'individu** L'Observatoire, Paris
Koestler, A 2008 **La treizième tribu** Éditions Tallandier, Paris
Koestler, A 2008 **L'empire Khazar et son héritage** Éditions Tallandier, Paris
Lachaize, P 2023 **Révolution monnaie terre** TheBookEdition
Laurent, É 2013 **La conspiration Wao Yen** Flammarion, Paris
Lietard, B 2013 **Au coeur de la monnaie** Éditions Yves-Michel,
GapLipton, B 2016 **Biologie des croyances** Éditions Ariane, Paris
Lordon, F 2020 **Le temps des prédateurs** Odile Jacob, Paris
Luyckx Ghisi, M 2012 **Surgissement d'un nouveau monde** L'Harmattan, Paris
Maffesoli, M 2019 **Le temps des tribus** Table ronde, Paris
Marsant, C 2013 **Entrer dans un monde de coopération** Chronique sociale,Lyon
Massé, F 2017 **Urgences et lenteur** Fauves Éditions, Paris
Mcnamee, R 2019 **Facebook, la catastrophe annoncée** Quanto, Lausanne
Meda, D 2022 **Le travail** Que sais-je Paris
Meheust, B 2009 **La politique de l'oximore** La Découverte, Paris
Morin, E 2008 **La complexité** Flammarion, Paris
Noble, D 2007 **La musique de la vie : la biologie au-delà du génome** Le Seuil, Paris
Oliveau, F.X. 2005 **Microcapitalisme** L'Observatoire, Paris
Oliveau, F.X. 2021 **La crise de l'abondance** L'Observatoire, Paris
Perkins, J 2016 **Confession d'un assassin économique** Éditions Ariane, Paris
Perron, S 2015 **Manifeste d'une femme génération X** Kawa, Annecy
piketty, T 2021 **Capital & idéologie** Points, Paris

Raworth, K	2018	**La théorie du Donut** Plon, Paris	
Richard, J, Rambaud, A	2020	**Pour une entreprise écologique et sociale**	Éditions de l'Atelier, Ivry-sur-Seine
Rifkin, J	2012	**Une nouvelle conscience pour un monde en crise**	Actes Sud, Arles
Rifkin, J	2013	**La 3e révolution industrielle**	Les liens qui libèrent, Paris
Rossello, R	2021	**L'opportunité du Covid-19**	Mareuil Éditions, Paris
Schrödinger, E	1993	**Qu'est-ce que la vie ?**	Le Seuil, Paris
Schwab, K, Malleret, T	2020	**Covid-19, la grande réinitialisation**	Forum Publishing, Cologny/Genève
Séné, B	2017	**Ecosophia** Books on demand,	Paris
Sérieyx, H	2011	**Aux actes citoyens**	Maxima, Paris
Serres, M	2012	**Le mal propre**	Éditions Le Pommier, Paris
Sharp, G	2009	**De la dictature à la démocratie**	L'Harmattan, Paris
Sibille, H	2011	**La voie de l'innovation sociale**	Rue de l'échiquier, Paris
Song, H	2013	**La guerre des monnaies**	Le retour aux sources, Paris
Staune, J	2018	**Les clés du futur**	Hachette, Paris
Stiegler, B	2019	**Il faut s'adapter**	Gallimard, Paris
Stiglitz, J	2013	**Le triomphe de la cupidité**	Actes Sud, Arles
tertrais, B	2019	**Le choc démographique**	Odile jacob, Paris
Tétreau, É	2015	**Au-delà du mur de l'argent**	Le Seuil, Paris
Todd, E	2024	**La défaite de l'Occident**	Gallimard, Paris
Vergé-Franceschi, M	2005	**Colbert, la politique du bon sens**	Payot, Paris
Weil, S	1990	**L'enracinement**	Gallimard, Paris
Zuboff, S	2020	**L'âge du capitalisme de surveillance**	Zulma, Paris